

# Un seul monde

Un soleil  
Eine Welt



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N°3 / SEPTEMBRE 2012  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

## **Efficacité**

**Comment améliorer l'aide et mesurer son impact? Un reportage au Bénin**

**Ukraine: en attendant le retour des émigrés**

**Philippines: une intervention typique de l'aide humanitaire**

# Sommaire

## DOSSIER



### 6 EFFICACITÉ L'aide au développement, une solution parmi d'autres

Le débat international sur l'efficacité de l'aide modifie peu à peu les pratiques de la coopération et la mesure des résultats

### 9 Construire l'État en partant de la base

Quelle est la manière la plus efficace de réduire la pauvreté ? Un reportage au Bénin.

### 16 Faits et chiffres

## HORIZONS



### 18 Beaucoup de jeunes s'en vont, peu reviennent

L'Ukraine passe pour être le grenier à blé de l'Europe. Cependant, son agriculture manque de capitaux et de main-d'œuvre qualifiée.

### 21 Une journée sur le terrain avec...

Guido Beltrani, coordinateur de la DDC à Kiev

### 22 Des écrivains peu lus, mais très écoutés

Oksana Zaboujko évoque la place qu'occupent les écrivains dans la société ukrainienne

## DDC



### 23 Des bus pour les écoliers lettons

En Lettonie, la Suisse a financé l'achat de nouveaux bus scolaires qui assurent le transport de 9000 enfants dans 59 communes

### 24 Noël à Mindanao

Engagement du Corps suisse d'aide humanitaire après une tempête tropicale aux Philippines

## FORUM



### 27 Les donateurs doivent prendre davantage de risques

Entretien avec Brian Atwood, président du Comité d'aide au développement de l'OCDE

### 30 Pas de paix sans justice

Carte blanche : la Népalaise Rubeena Mahato estime que tous les crimes de guerre doivent être jugés

## CULTURE



### 31 Hommage à un peuple souriant

Le photographe GMB Akash montre le quotidien des habitants du Bangladesh et leur capacité exceptionnelle à surmonter les difficultés de la vie

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 26 DDC interne
- 33 Service
- 35 Coup de cœur avec DJ Bobo
- 35 Impressum

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Éditorial



## Effacité – le Graal de la coopération

Il y a quelque temps, j'ai visité un petit hôpital provincial soutenu par la DDC au Bangladesh. Devant le bâtiment, on avait installé des bancs, des chaises et des planches en bois pour accueillir une assemblée. On avait tendu des pièces de tissu entre les palmiers afin de protéger l'assistance du soleil. Les rangées se sont remplies peu à peu. Puis les médecins et les responsables administratifs sont montés sur l'estrade. Les débats furent passionnants : des hommes et des femmes se levaient pour présenter leurs problèmes, faire des propositions ou formuler des critiques. Les représentants de l'établissement répondaient point par point. Ils fournissaient des explications et prenaient des engagements. En un temps record, je me suis ainsi fait une idée précise du fonctionnement de l'hôpital et de ses points faibles. J'en ai appris bien davantage qu'en visitant les lieux auparavant.

Existe-t-il un rapport entre cette anecdote et l'efficacité de la coopération au développement ? Absolument. Un système de santé est efficace lorsque la population visée a accès à ses prestations. Il ne s'agit pas d'une prouesse technique ébauchée sur une planche à dessin, puis parachutée comme un cadeau du ciel dans quelque région pauvre et reculée. Un hôpital ne peut se révéler utile à long terme que si la population connaît ses droits (transparence) et est à même de les faire valoir (obligation de rendre compte). Des outils tels qu'une assemblée des bénéficiaires permettent de lutter contre la corruption. On peut y parler de l'absentéisme du personnel soignant – l'un des principaux fléaux des systèmes de santé dans les pays en développement – ou identifier des dysfonctionnements et y remédier.

Cet exemple montre que l'efficacité dépend avant tout de l'attitude et de l'engagement des partenaires et des bénéficiaires. Ce sont eux qui décident du succès ou de l'échec d'un projet. La coopération au développement

doit favoriser de telles réflexions. Il s'agit d'aider les intéressés à s'aider eux-mêmes.

Malgré son importance primordiale, cet aspect n'intervient guère dans le débat public sur l'efficacité de la coopération. Pourtant, la responsabilité des partenaires ne joue pas seulement un rôle décisif dans le succès des projets et des programmes. Elle revêt aussi une dimension plus politique et plus large. Pour faire aboutir la lutte contre la pauvreté, il est essentiel que les pays partenaires définissent eux-mêmes l'orientation et le rythme de leur développement.

Voilà pourquoi la coopération suisse axe aujourd'hui ses activités sur les stratégies des pays partenaires. Lors du 4<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu fin 2011 à Busan (Corée du Sud), les États membres de l'OCDE et les pays en développement ont d'ailleurs conclu un nouveau partenariat qui mise sur ces principes. C'est le seul moyen d'améliorer l'efficacité de la coopération à long terme.

En repensant au débat animé auquel j'ai assisté devant le petit hôpital bangladais, une autre idée me vient à l'esprit : ne pourrions-nous pas, nous aussi, tirer une leçon de cette expérience, afin d'utiliser le plus efficacement possible les moyens limités mis à la disposition de notre système de santé ?

*Martin Dahinden*  
Directeur de la DDC

*(De l'allemand)*

# Périscope



Herve Hughes/hemis.fr/afaf

## Le lac Titicaca en péril

(bf) Avec ses 8300 km<sup>2</sup>, le lac Titicaca est la plus grande réserve d'eau douce d'Amérique du Sud et le plus haut lac navigable du monde. Situé à 3810 mètres d'altitude, partagé entre la Bolivie et le Pérou, il assure l'existence de 2 millions de personnes. C'est une ressource indispensable à plus d'un titre : eau potable, pêche, agriculture, élevage, tourisme, industrie et production d'énergie. Cependant, il subit une forte pression due au changement climatique, à l'exploitation minière ainsi qu'aux eaux usées industrielles et urbaines. Au point que la fondation internationale Global Nature Fund l'a déclaré « Lac menacé de l'année 2012 ». À son avis, le plus grand danger vient du réchauffement planétaire, qui se traduit par la fonte des glaciers andins, la diminution de la quantité d'eau et la hausse constante de sa température. Ces effets réduisent la biodiversité et les réserves halieutiques. Nombre de pêcheurs se convertissent à la culture de pommes de terre, d'orge, de maïs et de quinoa, voire à l'élevage, ce qui accroît encore la menace pesant sur le lac.

## La traque aux « minerais du sang »

(jls) Dans la région des Grands Lacs, l'exploitation illicite de minerais finance les groupes armés et contribue à entretenir les conflits. Pour lutter contre ce trafic, les onze pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs sont convenus fin 2010 de mettre en place un mécanisme de suivi et de certification. En février dernier, la République démocratique du Congo (RDC) a été le premier pays de la région à intégrer cet instrument dans sa législation. Chaque colis en circu-

lation devra s'accompagner d'un document mentionnant notamment le lieu d'origine du minerai ainsi que le nom et l'adresse de l'exploitant. Ces indications permettront d'assurer la traçabilité des lots exportés. Selon le ministre congolais des mines Martin Kabwelulu, tous les minerais dépourvus de ce certificat seront saisis et l'exportateur considéré comme un trafiquant illicite. Le ministre attend de cette mesure une rentrée importante de recettes fiscales. Jusqu'à présent, 80% de l'or extrait dans l'est de la RDC est exporté frauduleusement, ce qui se tra-

duit par une perte d'environ 122 millions de dollars pour le gouvernement.

## L'essor africain

(bf) Depuis 2000, l'économie africaine atteint des taux de croissance qui la situent juste derrière celle de l'Asie. Durant cette décennie, six des dix pays les plus performants du monde se situaient en Afrique subsaharienne. L'Angola arrive en tête, avec une croissance de 11,1%. Les cinq autres sont le Nigeria (8,9), l'Éthiopie (8,4), le Tchad (7,9), le Mozambique (7,9) et le Rwanda (7,6). Le Fonds monétaire international prévoit même qu'entre 2011 et 2015, le continent noir placera sept pays dans le « top ten », les deux premières places étant occupées par la Chine et l'Inde. Cet essor est dû principalement à l'accroissement de la classe moyenne qui compte aujourd'hui 313 millions de personnes en Afrique subsaharienne, soit 34% de la population (contre 27% en 2000). Dans un sondage réalisé par le magazine britannique *The Economist*, 39% des entreprises interrogées estiment que la progression de la classe moyenne constitue l'attrait principal pour les investissements. C'est même un atout plus intéressant que la croissance de l'économie.

## Des téléphones équitables

(gn) Les labels équitables sont très appréciés pour les denrées alimentaires et les vêtements. À l'avenir, les consommateurs pourront également améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers qui fabriquent des appareils électroniques. Tel est l'objectif de l'initiative hollandaise FairPhone. Ses auteurs veulent commercialiser un téléphone portable dont tous les composants – de la batterie à la carte SIM – auront été produits dans des conditions équitables. Cette exigence ne se limite pas au travail en usine, mais vaut aussi pour l'extraction des matières premières. Nombre des métaux qui entrent dans la fabrication de ces appareils, comme le cobalt et le wolfram, proviennent de la RDC. Dans la seule province du Katanga, l'industrie minière fait travailler au moins 150 000 personnes, dont 50 000 enfants, dans des conditions misérables. FairPhone recherche donc des mines prêtes à adopter et à respecter des normes équitables. Elle entend aussi promouvoir le recyclage des métaux rares.  
[www.fairphone.com](http://www.fairphone.com)

## Sauver les forêts mayas

(bf) Le nord du Guatemala, ancien haut lieu de l'empire maya de Tikal, baigne dans une



Jiro Oise 2005/Fredux/afaf



Dessin de Jean Aigégnieur

## Le développement par le bas

atmosphère de ruée vers l'or. C'est que la région abrite une multitude de trésors : pétrole, bois précieux et vastes étendues de terres fertiles. Pour faire place aux élevages, aux plantations de palmiers à huile, aux cultures et aux pistes d'atterrissage des narcotrafiquants, on déboise à tour de bras l'un des écosystèmes les plus riches d'Amérique latine. Des organisations écologistes estiment que 40% de la forêt tropicale a déjà été irrémédiablement détruite. L'Association des forêts de San Andrés-Petén (Afisap) prouve pourtant que l'on peut faire autrement : son système de sylviculture durable, qui assure un revenu à de nombreuses familles, a valu à cette coopérative le Prix Sasakawa 2011 du Programme des Nations Unies pour l'environ-

nement. Depuis 2000, les 170 coopérateurs d'Afisap cultivent 52000 hectares de forêt au sein de la Réserve de biosphère maya : ils y ont installé leur propre pépinière (dont ils tirent des bois commercialisables, tels l'acajou ou le cèdre), des ruches et une menuiserie.

[www.afisap.org](http://www.afisap.org)

### À la manière des plantes vertes

(gn) En 2011, l'électricité d'origine solaire a pour la première fois coûté moins cher en Inde que celle des génératrices diesel. Le prix des panneaux solaires a en effet baissé de moitié en une année. Dans un pays où le quart de la population n'a toujours pas accès à l'électricité, rares sont toutefois ceux qui peuvent s'offrir une installation photovol-

taïque. L'espoir de rendre cette énergie abordable vient de l'EPFL : en 1988, le professeur Michael Grätzel avait fait sensation en mettant au point des cellules solaires utilisant un colorant naturel pour capter la lumière, selon le principe de la photosynthèse des plantes. Ce procédé est bon marché et écologique, car il se passe du très

onéreux silicium présent dans les cellules traditionnelles. Au fil des ans, le chimiste allemand et son équipe ont perfectionné ce système. En modifiant la composition et la couleur des « cellules Grätzel », ils ont porté leur rendement à 12,3%. Cependant, celui-ci devrait atteindre au moins 15% pour que le modèle s'impose sur le marché.



Kuni Takahashi/NYT/leif

# L'aide au développement, une solution parmi d'autres

Le débat international sur l'efficacité de l'aide est en train de modifier peu à peu les pratiques de la coopération. La DDC, qui participe à ce processus, s'emploie à améliorer la qualité de ses programmes. Elle doit aussi démontrer à l'opinion publique et au Parlement que l'argent du contribuable permet de réduire la pauvreté. Cela la pousse à affiner l'analyse de ses résultats.



*En Tanzanie, la distribution de moustiquaires à grande échelle a donné des résultats facilement mesurables : la malaria se propage moins vite et la mortalité infantile est en baisse.*

(jls) Déterminée à réduire la pauvreté dans le monde, la communauté internationale a adopté en 2000 les Objectifs du Millénaire pour le développement et s'est donné quinze ans pour les atteindre. Ce plan ambitieux exigeait non seulement d'augmenter le volume financier de l'aide, qui n'avait cessé de dé-

cliner dans les années 90, mais également d'améliorer la qualité. En effet, les résultats n'avaient pas été jusque-là aussi bons qu'escomptés. L'un des problèmes résidait dans la multiplication de projets conçus, financés et pilotés directement par les bailleurs de fonds. Cette approche entrave la pla-

nification du développement par le pays bénéficiaire. Par ailleurs, le manque de coordination entre donateurs occasionne des doublons et impose une lourde charge administrative au gouvernement local.

Pour corriger cette situation, bailleurs de fonds et pays bénéficiaires ont entamé un long débat sur l'efficacité de l'aide, qui fut ponctué par quatre forums de haut niveau. À Paris en 2005, ils ont conclu un pacte destiné à réformer les modalités d'acheminement et de gestion des fonds alloués. La Déclaration de Paris invite notamment les pays pauvres à prendre en main leur propre développement et les donateurs à s'aligner sur les priorités définies par leurs partenaires (voir texte en marge, page 8).

ciété civile, le secteur privé, les fondations philanthropiques et les donateurs émergents. Constatant que la mise en œuvre de la Déclaration de Paris progressait trop lentement, les 3000 délégués présents ont réaffirmé les engagements pris en 2005 et promis d'accélérer leurs efforts.

L'étape de Busan a également marqué un important virage. Le débat ne portera plus désormais sur l'efficacité de l'aide, mais sur l'efficacité du développement. Niklaus Zingg, spécialiste de ces questions à la DDC, explique la nuance : « Jusqu'ici, le processus s'est focalisé principalement sur les procédures utilisées par les donateurs, en négligeant les autres facteurs qui interviennent dans la réduction de la pauvreté. À Busan, on a reconnu que l'aide n'est qu'une partie de la solution aux problèmes



*Lorsque la coopération porte sur la promotion des droits de l'homme – comme au Népal –, son impact n'est pas toujours évident. Il peut être difficile à démontrer.*

### Place à l'efficacité du développement

Depuis la signature de cet accord, le dialogue s'est élargi à tous les autres acteurs qui contribuent au développement. De sorte que le 4<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, convoqué à Busan (Corée du Sud) en 2011, a réuni également la so-

de développement et qu'elle devrait jouer plutôt un rôle de catalyseur afin de mobiliser les autres sources de financement. » Le forum a jeté les bases d'un Partenariat mondial pour une coopération efficace, qui inclut tous les acteurs du développement.

### Dans le siège du conducteur

La coopération suisse participe à ce dialogue international depuis le début. Actuellement, elle contribue à la construction du Partenariat de Busan, en se concentrant sur certains thèmes qui lui tiennent à cœur, comme le soutien aux États fragiles, la mesure des résultats et le rôle du secteur privé.

Sur le terrain, elle s'efforce d'appliquer les principes de la Déclaration de Paris. Ainsi, la DDC participe depuis plusieurs années à des programmes sec-

---

**« Une institution publique qui gère un budget annuel de plus d'un milliard de francs se doit d'être performante dans ses activités et de rendre des comptes. »**

---

### Où va le franc suisse ?

Depuis quelques années, la DDC oriente davantage sa gestion vers les résultats. Elle a notamment développé divers instruments et normes susceptibles d'améliorer la qualité de ses programmes. Parallèlement, elle réalise des évaluations d'impact afin de démontrer les résultats obtenus sur le terrain. Les attentes à cet égard se font d'ailleurs de plus en plus pressantes : le Parlement et l'opinion publique veulent savoir comment l'argent du contribuable est utilisé.

« Les questions que l'on nous pose sont légitimes. Une institution publique qui gère un budget annuel de plus d'un milliard de francs se doit d'être performante dans ses activités et de rendre des comptes », souligne Martin Sommer, chef de la section Contrôle de gestion à la DDC. « Malheureusement, on ne peut pas toujours démontrer l'apport concret de la Suisse, car nos investissements se mêlent à ceux des autres donateurs engagés dans le même secteur. » De surcroît, l'aide n'est pas le seul facteur de développement. Si les conditions de vie s'améliorent dans une région, cela peut aussi être dû, par exemple, au fait que les migrants envoient davantage d'argent à leur famille ou que les revenus de la population ont augmenté.

### Revue et évaluations

Dans certains cas, la contribution de la coopération est évidente. En Tanzanie, par exemple, plusieurs donateurs ont soutenu la distribution à grande échelle de moustiquaires pour prévenir la malaria. Cinq ans après, le nombre d'infections avait baissé de moitié et la mortalité infantile avait nettement reculé dans le pays. L'impact de l'aide est moins facile à démontrer quand le projet porte sur des domaines non techniques, comme la gouvernance ou la promotion des droits de l'homme.

Chaque année, la DDC passe en revue environ 10% de ses projets afin d'examiner s'ils ont rempli les objectifs fixés en matière de développement. De temps en temps, elle confie également à des experts indépendants le soin de mesurer l'impact de certaines stratégies ou participe à des évaluations conjointes avec d'autres donateurs. « Ces deux types d'analyses couvrent un pays ou un secteur entier. Leurs conclusions sont donc pertinentes pour toute l'institution. Elles mettent en évidence les résultats obtenus avec l'apport de la Suisse et nous permettent d'ajuster certaines faiblesses conceptuelles », relève Martin Sommer. Les évaluations d'impact alimentent les rapports que publient régulièrement la DDC et le Seco sur l'efficacité de leurs interventions. ■

### Cinq principes clés

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide énonce cinq principes fondamentaux, assortis de douze indicateurs et 21 objectifs. Les pays bénéficiaires définissent leurs propres stratégies de lutte contre la pauvreté et gèrent eux-mêmes l'aide extérieure (principe de l'appropriation). Les donateurs, eux, s'alignent sur les stratégies des pays partenaires ; ils utilisent les systèmes nationaux de finances publiques et de passation des marchés (alignement). Ils coordonnent leurs interventions et mettent en place des dispositifs communs (harmonisation). Pays donateurs et bénéficiaires donnent la priorité aux résultats et mesurent l'impact de l'aide sur le développement (gestion axée sur les résultats). Ils sont coresponsables de la concrétisation des objectifs fixés et se rendent des comptes (responsabilité mutuelle).

toriels. Cette approche place le pays bénéficiaire « dans le siège du conducteur » : le gouvernement établit un plan de développement dans un secteur précis, comme la santé ou l'éducation, et les donateurs s'inscrivent dans cette stratégie. « Les programmes sectoriels sont indispensables pour renforcer les capacités d'un pays. Nous nous y joignons aussi fréquemment que le contexte le permet », explique Adrian Maître, responsable de la section Assurance-qualité et efficacité de l'aide à la DDC. La participation à de tels programmes peut revêtir différentes formes. Les donateurs ont la possibilité de mettre leurs ressources dans un « pot commun » destiné à financer l'ensemble des activités planifiées. Il s'agit d'un appui budgétaire sectoriel. Une autre modalité consiste à réaliser des projets de développement alignés sur les priorités du gouvernement. À la différence d'autres pays donateurs, la Suisse n'a toutefois pas basculé entièrement vers l'aide budgétaire sectorielle, mais continue de réaliser des projets individuels. « Les expériences ou les innovations faites sur le terrain nourrissent le dialogue politique avec le gouvernement », précise Adrian Maître.

La coopération suisse s'engage très peu, en revanche, dans l'aide budgétaire générale. Jusqu'ici, elle ne lui a jamais consacré plus de 5% de ses ressources financières.

# Construire l'État en partant de la base

Freinée notamment par la faible gouvernance, la mise en œuvre de la Déclaration de Paris piétine au Bénin. L'efficacité de l'aide n'en est pas moins vitale pour les populations. Dans les zones rurales du Nord, où se concentrent les activités de la DDC, divers acteurs du développement livrent leur opinion sur la manière la plus efficace de réduire la pauvreté. Reportage de Jane-Lise Schneeberger.



Jane-Lise Schneeberger

À l'hôpital de Nikki, beaucoup de malades sont accompagnés par des membres de leur famille qui campent sur place, souvent pour plusieurs jours.

Les «garde-malades» sont nombreux autour de l'hôpital de Nikki, petite ville du département du Borgou. Un patient n'est jamais seul. Ses proches campent, souvent pour plusieurs jours, devant les bâtiments ou dans la cour. Certains viennent de loin. L'hôpital couvre trois communes, ce qui représente déjà un bassin de 350 000 personnes, mais sa réputation dépasse largement les frontières de ce district sanitaire. Quelque 20% des patients sont originaires du Nigeria voisin. Comme ce com-

merçant de 40 ans qui a parcouru 350 km en voiture avec son frère pour se faire opérer d'une tumeur à l'intestin: «Ils font du bon travail ici. On ne trouve pas des services médicaux de cette qualité dans ma région. Si Dieu le veut, je rentrerai bientôt chez moi.»

Le docteur Mama Bouraïma sort du bloc opératoire. Il vient de pratiquer huit interventions, dont cinq hernies. «C'est une affection fréquente dans la région. La population est composée surtout de

paysans et d'éleveurs, des métiers qui exigent beaucoup d'efforts physiques», explique ce chirurgien qui dirige l'hôpital depuis 2003. Parmi les maladies, le paludisme arrive en tête. À la saison des pluies, le service de pédiatrie est débordé par l'arrivée d'enfants victimes de l'épidémie.

### Corruption : tolérance zéro

La DDC a soutenu l'hôpital de Nikki depuis 1996. Elle a érigé ou réhabilité plusieurs bâtiments, fourni des équipements et formé le personnel. Aujourd'hui, cet établissement de 181 lits est autonome. Il couvre seul la quasi-totalité de ses frais de fonctionnement et parvient même à s'agrandir en puisant dans ses fonds propres.

ment jusqu'à ce que nous puissions nous prendre en charge.» Le caractère communautaire de l'hôpital, qui est porté par la population depuis sa création en 1989, a également joué un rôle déterminant, ajoute-t-il.

D'autres acteurs de la santé estiment que la véritable clé du succès réside dans la gestion rigoureuse imposée par le directeur. Dès son arrivée, Mama Bouraïma a pris des mesures fermes pour lutter contre la corruption. «J'ai décidé de ne rien laisser passer et de sanctionner toute fraude par un licenciement», confirme-t-il. «Au Bénin, cela passe pour un exploit, mais il n'y a rien de plus normal.» Aujourd'hui, l'hôpital de Nikki passe pour être le mieux géré du pays.



*Dans cette région où l'on pratique surtout l'élevage et l'agriculture, de nombreux patients viennent se faire opérer d'une hernie. Au niveau des maladies, c'est la malaria qui arrive en tête, suivie par les infections respiratoires et la diarrhée.*

### Élèves manquant à l'appel

« Les bailleurs de fonds ont fait de grands efforts ces vingt dernières années pour améliorer les performances du système de santé. Quand j'étais enfant, nous quittions l'école à 17 heures sans jamais être sûrs de nous retrouver au complet le lendemain matin. Le choléra, la méningite ou d'autres maladies infectieuses pouvaient emporter l'un ou l'autre d'entre nous durant la nuit. Les épidémies ont sensiblement diminué depuis qu'on organise des campagnes de vaccination et qu'on informe la population sur les mesures d'hygiène. »

*Ismailou Yacoubou,  
médecin-conseil du  
Réseau Alliance Santé*

Dans le Borgou, la DDC appuie également trois autres hôpitaux, mais ceux-ci ne peuvent pas encore voler de leurs propres ailes. Comment s'explique alors le succès de Nikki? Le docteur Mama mentionne d'abord la qualité de l'aide reçue: « Pour obtenir des résultats durables, il faut se fixer des objectifs concrets, évaluer régulièrement les progrès et organiser soigneusement le retrait du donateur. Cette méthode a bien fonctionné dans notre cas. La DDC a diminué graduellement son finance-

### En transit par les caisses du gouvernement central

En tant que maire de Nikki, commune rurale dépendante de l'aide extérieure, Oumarou Lafia en connaît bien les différentes modalités. Il estime judicieux de faire participer les populations bénéficiaires au financement d'un projet: « Certains donateurs exigent une contribution de 15 ou 20%, par exemple pour le forage de puits. Si les villageois ont transpiré pour se cotiser, ils entretiennent

ces infrastructures avec plus de soin que si c'était un don.»

Depuis 2008, Nikki reçoit aussi un appui financier qui transite par le gouvernement central. Plusieurs donateurs alimentent le Fonds d'appui au développement des communes (Fadec), piloté par le ministère de la décentralisation. «Cet argent nous permet de construire des écoles, des hangars ou des bureaux. En principe, c'est une bonne chose que l'aide soit redistribuée par l'État. Mais il faudrait supprimer les lourdeurs administratives qui ralentissent le décaissement», suggère Oumarou Lafia.

### Méfiance des donateurs

Sur le modèle du Fadec, deux autres «pots com-

l'étanchéité des procédures nationales», commente Alain Gallez, à l'ambassade de Belgique. Cette méfiance concerne aussi l'aide budgétaire générale, qui n'est plus pratiquée que par trois organismes multilatéraux.

Pour Christophe Dossouvi, responsable d'un bureau d'études spécialisé dans l'appui à la santé, la faible gouvernance est un prétexte: «Le Bénin n'est pas plus corrompu qu'un autre pays. En réalité, les donateurs préfèrent des formes d'aide plus visibles que l'appui budgétaire. Ils veulent pouvoir planter leur drapeau sur des projets.» Selon lui, l'efficacité passe par l'application stricte de la Déclaration de Paris. Une enquête réalisée en 2010 par l'OCDE a toutefois montré que la majorité des



*Le docteur Mama Bouraïma dirige l'hôpital de Nikki, qui a bénéficié de l'appui de la DDC depuis 1996 et est aujourd'hui autonome.*

muns» financent des programmes gouvernementaux, l'un dans le secteur de l'éducation, l'autre dans l'approvisionnement en eau. Ce type de dispositif est, avec l'aide budgétaire générale, l'une des modalités recommandées par la Déclaration de Paris. Au Bénin, il reste cependant limité à ces trois secteurs. Les donateurs sont de plus en plus réticents à utiliser les systèmes financiers béninois pour acheminer leur aide. «C'est une question de confiance. Nous ne sommes pas convaincus de

objectifs de cet accord n'ont pas été atteints au Bénin. Les progrès enregistrés concernent surtout l'harmonisation. Par contre, la tendance est négative en ce qui concerne le principe clé de l'aligement.

Actuellement, plus de 70% de l'aide est allouée sous la forme de projets ou de coopération technique. «À long terme, cette approche ne contribue pas à rendre le gouvernement plus autonome. En ce sens, elle est peut-être inefficace», reconnaît Alain Gal-

### Les petits travers du système de santé

Dans les hôpitaux et les centres de santé, il n'est pas rare que le personnel arrondisse ses fins de mois sur le dos des patients. Toutes les astuces sont bonnes pour profiter du système: surfacturation, vente frauduleuse de médicaments volés, prescriptions excessives, etc. Ces indécrottes sont à mettre en relation avec le niveau extrêmement bas des salaires. Dans les hôpitaux publics, un infirmier ou une sage-femme ne gagne pas plus de 180 francs suisses par mois et un médecin généraliste 270. Quant aux malades, ils sont censés payer les frais médicaux de leur poche s'ils ne sont pas affiliés à une mutuelle de santé. Or, un séjour à l'hôpital est hors de prix pour nombre d'entre eux. C'est pourquoi certains préfèrent filer à l'anglaise avant la fin du traitement, afin d'échapper à la facture.



*Creuser des puits ne suffit pas. Pour éviter que l'eau se contamine durant le transport ou le stockage, il convient d'utiliser des récipients hermétiquement fermés.*

### Talibés, bouviers et gandos

Trois catégories d'enfants, en particulier, restent à l'écart du système éducatif au Bénin. Les *talibés* sont des garçons que leur famille offre à des maîtres coraniques. Ils en deviennent pratiquement les esclaves et sont notamment contraints de mendier pour ramener de l'argent au maître. Les bouviers sont des fils d'éleveurs. Dès leur plus jeune âge, ils doivent conduire le troupeau au pâturage et participer aux travaux des champs. Les *gandos* sont issus de l'ethnie bariba, présente dans le nord du Bénin. On les considère comme des sorciers parce qu'ils sont nés avec des malformations, qu'ils se sont présentés par le siège ou que leur mère est morte durant l'accouchement. Les parents s'en débarrassent en les donnant aux Peuls qui les utilisent pour s'occuper du bétail.

lez. «Cependant, elle donne des résultats concrets sur le terrain. C'est une autre forme d'efficacité, plus opérationnelle.»

### Vers l'assurance-maladie universelle

Jean-Luc Virchaux, directeur du bureau de la coopération suisse, est convaincu pour sa part que le soutien aux acteurs institutionnels à la base peut aussi avoir un impact sur les politiques nationales. «La Déclaration de Paris postule une réforme de l'État par le haut. Dans un pays où la gouvernance est faible, il importe de partir également du bas et de renforcer les acteurs locaux, comme les communes, les organisations socioprofessionnelles et les services déconcentrés de l'État. Ils pourront ensuite dialoguer avec le gouvernement et œuvrer à la construction de l'État.»

Dans le cadre de projets, précise M. Virchaux, on peut tester certaines innovations susceptibles d'être ensuite reproduites à l'échelle nationale. C'est ce qui se passe actuellement avec le Réseau Alliance Santé (RAS). La DDC a soutenu depuis 1994 la mise sur pied de mutuelles de santé, un concept alors inédit dans le pays. En termes d'adhésions, les

résultats sont mitigés : le RAS ne touche que 5% de la population concernée. Ce faible taux de pénétration tient surtout à la pauvreté des populations rurales, qui n'ont aucune rentrée financière pendant plusieurs mois de l'année. De surcroît, beaucoup de gens pensent qu'en cotisant pour la santé, on attire la maladie.

Cependant, ce réseau est un succès puisqu'il va servir de modèle au régime d'assurance-maladie universel, dont la création a été décidée en décembre dernier. Le gouvernement béninois, qui part de zéro, s'appuiera sur les mutuelles existant dans la région de Nikki pour lancer son propre réseau. Pour Ismaïlou Yacoubou, médecin-conseil du RAS, c'est la preuve que le «développement par le bas» est efficace : «Il faut commencer par créer un modèle qui fonctionne bien au niveau local, puis le faire remonter jusqu'au sommet de l'État et mettre à la disposition du gouvernement les fruits du travail effectué à la base.»

### De l'eau propre... qui ne le reste pas longtemps

Vu que d'autres facteurs interviennent dans le pro-



Fabrice Marnou

*Adama Djaouga Soumaïla a grandi dans une famille très pauvre. Aujourd'hui, cette juriste est cheffe de service à la mairie de Nikki.*

cessus de développement, les donateurs, de manière générale, sont confrontés à la difficulté de démontrer les effets de leurs projets. Les évaluations d'impact sont complexes et prennent beaucoup de temps. Cependant, de telles études permettent de tirer de nombreux enseignements et donc d'améliorer l'efficacité des futures interventions.

Les coopérations néerlandaise et allemande ont financé l'an dernier une évaluation d'impact sur les programmes déployés au Bénin dans le secteur de l'eau. Une équipe internationale de chercheurs est parvenue à cette conclusion surprenante : l'installation d'un forage ou d'un puits augmente certes la quantité d'eau disponible pour les ménages et réduit le temps de marche des femmes, mais elle ne permet pas de prévenir les maladies hydriques. « À la sortie du puits, l'eau est propre. Mais elle se contamine lors du transport et du stockage, notamment parce que les gens la touchent avec les mains, ce qui favorise la transmission d'agents pathogènes », explique Isabel Günther, chercheuse à l'EPFZ, qui a participé à l'étude d'impact.

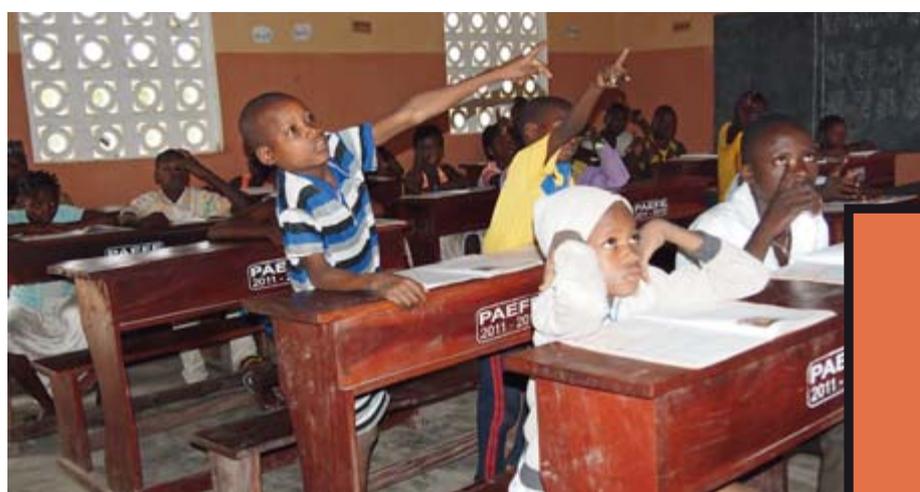
Ces conclusions montrent que la mesure de l'efficacité ne doit pas s'arrêter aux résultats immédiats d'une intervention, souligne M<sup>me</sup> Günther : « Pendant longtemps, les donateurs se sont contentés de compter le nombre de puits, d'écoles ou de ponts construits pour s'assurer que leurs objectifs étaient atteints. Or, il est fréquent que ces infrastructures ne suffisent pas en soi à réduire la pauvreté. » Pour que la construction de puits ait un effet sur la santé, les programmes devraient englober systématiquement une sensibilisation à l'hygiène ou d'autres mesures de prévention, telles que la chloration de l'eau ou la distribution de récipients hermétiquement fermés.

### Des cadres féminins dans les communes

En l'absence d'évaluations d'impact, les témoignages des bénéficiaires constituent une précieuse



Jane-Lise Schneebarger (2)



*Les centres d'éducation bilingue, soutenus par la Suisse, donnent d'excellents résultats, aussi bien chez les adultes que chez les enfants.*

source d'information pour évaluer l'efficacité des actions de développement. Adama Djaouga Soumaïla, une Peule âgée de 29 ans, en fait partie. Elle a grandi à Nikki dans un milieu très défavorisé aux côtés de 31 frères et sœurs, son père ayant six épouses. Elle a toujours eu la volonté d'étudier, mais « le Vieux », comme elle l'appelle, ne lui a pas apporté le moindre soutien. « C'est un oncle qui m'a permis d'aller au collège, en m'hébergeant chez lui à Parakou durant quatre ans. Ensuite, j'ai eu la chance d'obtenir une bourse de la coopération suisse pour étudier le droit à l'université. » La jeune juriste occupe aujourd'hui un poste de cheffe de service à la mairie de Nikki.

Le programme suisse d'appui à l'éducation des filles a été lancé en 2000, juste avant la décentralisation, dans le but de fournir aux communes des cadres féminins, jusque-là inexistantes. Il intervient le long de toute la filière éducative, s'efforçant d'éliminer les obstacles qui empêchent habituellement les filles d'arriver au baccalauréat. Ensuite, il offre une bourse et un appui technique à des bachelières issues de familles pauvres pour qu'elles puissent poursuivre leurs études à l'université.

### Déperdition scolaire

Avec l'appui des donateurs, le Bénin a fait de grands progrès ces dernières années vers l'accès universel à l'éducation. Il a construit des écoles, formé et recyclé des enseignants. Mais ces efforts restent insuffisants pour absorber les flux importants d'enfants qui entrent à l'école chaque année. Environ 40% des enseignants n'ont pas les qualifications professionnelles requises. Ils ont été engagés faute de mieux, parce qu'ils sont titulaires d'un baccalauréat ou qu'ils possèdent un certain niveau d'instruction. De ce fait, la qualité de l'enseignement ne cesse de se dégrader. Si la grande majorité des enfants sont désormais scolarisés, le taux d'abandon, d'échec et de redoublement est très élevé. Un tiers des élèves n'achèvent pas l'école primaire.



Jane-Lise Schreebger (3)

*L'accès à la formation renforce la sécurité alimentaire: les paysans améliorent leurs systèmes de production et gagnent davantage en écoulant leurs marchandises sur les marchés.*

### Démographie galopante

La population béninoise est passée de 2 millions d'habitants en 1961 à 9,1 millions en 2011. Elle continue d'augmenter au rythme de 3,2%, ce qui représente environ 300 000 personnes de plus chaque année. Il y a deux explications à ce phénomène. D'une part, la mortalité a diminué: l'espérance de vie, qui ne dépassait pas 41 ans en 1960, atteint actuellement 62 ans. D'autre part, le taux de fécondité reste l'un des plus élevés du monde: durant la décennie écoulée, il s'est toujours situé entre cinq et six enfants par femme. Dans le nord du pays, le taux de croissance démographique atteint même 4,3% et la fécondité huit enfants par femme. La vigueur de l'essor démographique engendre une demande sociale considérable sur le plan de l'alimentation, de la santé et de la scolarisation.

En douze ans, 230 boursières ont déjà obtenu un diplôme universitaire. « Au-delà des chiffres, c'est surtout en entrant dans les administrations communales du Borgou que l'on mesure l'efficacité de cet appui. De nombreuses femmes gèrent aujourd'hui le développement local », remarque Esther Adimi, coordinatrice du programme.

### Les laissés-pour-compte du système éducatif

La DDC intervient également en marge de la filière éducative officielle. Elle offre une formation aux nombreux enfants qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui l'ont quittée prématurément. Le Programme d'appui à l'éducation et à la formation des enfants exclus du système éducatif (Paefe) a ouvert en octobre dernier 21 centres d'enseignement bilingue. La première année, les élèves apprennent à lire, écrire et compter dans leur langue. À partir de la deuxième année, ils découvrent le français. Ensuite, celui-ci prend progressivement le pas sur l'idiome local. « Grâce à cette méthode, nouvelle au Bénin, les enfants rattrapent en quatre ans le programme qui dure six ans dans les écoles formelles où l'enseignement est dispensé exclusivement en

français. Après six mois, les résultats sont déjà impressionnants: des adolescents qui n'étaient jamais allés à l'école lisent déjà couramment », se réjouit Im-Rashina Garba, coordinatrice adjointe d'Helvetas qui met en œuvre le Paefe.

### Études et travaux manuels

Une telle classe a été ouverte dans le village peul de Soumon, au sud de Parakou. Très vite, 43 élèves se sont inscrits. Selon l'instituteur, cet engouement est lié à l'utilisation de la langue locale, mais également au fait que le centre valorise les expressions culturelles traditionnelles et propose des activités manuelles. Plusieurs enfants se sont assis sur un banc d'école pour la première fois de leur vie. « Jusqu'à l'an dernier, je me levais très tôt le matin pour conduire le troupeau au pâturage. Ensuite, j'allais travailler aux champs », raconte Worou, 15 ans. « Entre-temps, mes parents ont été sensibilisés. Ils ont compris que, même pour faire de l'élevage ou de l'agriculture, il faut être allé à l'école. On a un meilleur rendement. Personnellement, je voudrais être enseignant plus tard. »

Bossè, 12 ans, rêve de devenir couturière. Elle est allée à l'école pendant quatre ans avant d'aban-



*Au lieu de fournir une aide matérielle, l'association Apidev incite les ménages à définir leur rêve et à le réaliser en commençant d'abord sur leur propre potentiel. C'est ainsi que Zénabou Aboudou (à droite) s'est lancée dans l'agriculture. Un gri-gri protège ses champs qui s'étendent aujourd'hui sur 8 hectares.*

donner. « Je n'y comprenais rien. Ici, le maître nous parle en peul, c'est plus facile. Nous apprenons aussi à faire de la couture, des tresses et du maraîchage. » Un jardin se trouve à 200 mètres de l'école. Les élèves y cultivent des légumes qu'ils vendent ensuite au marché.

### Alphabétisés et autonomes

Une quinzaine d'autres élèves, adultes ceux-là, suivent attentivement les explications du maître à Baka, dans la banlieue de Parakou. Quelques bancs en bois et un tableau noir sous une paillote : c'est l'un des 540 centres d'alphabétisation du Borgou, tous financés par la DDC et gérés par des organisations béninoises. Les cours sont axés sur la vie pratique.

Quelques apprenants racontent ce que l'alphabétisation a changé dans leur vie. « Je n'ai plus peur des gens qui sont allés à l'école formelle. Ma vision du monde a changé », affirme Awaou Alagbé, une femme de 30 ans. « Maintenant, je peux écrire moi-même à des parents vivant dans un autre village, sans que personne ne lise mes secrets. En outre, le centre m'a appris à fabriquer du savon avec du beurre de karité. » Zaccharie Soroukou Yarou,

20 ans, a été scolarisé, mais il s'est inscrit à ces cours parce qu'ils sont dispensés en bariba : « Cela peut m'apporter beaucoup de savoir lire et écrire dans ma langue. J'ai aussi appris ici l'élevage de poulets. Il me reste à trouver un petit capital pour me lancer dans cette activité. »

Bien que le pays compte 70% d'analphabètes, le gouvernement béninois n'investit pratiquement rien dans ce secteur. La coopération suisse soutient l'alphabétisation depuis 1970. « Ce programme est remarquablement efficace et peu coûteux », relève Jean-Luc Virchaux. « Cela dit, il n'est pas logique qu'un donateur se substitue au gouvernement pendant quarante ans. Mais je ne désespère pas que l'État soit un jour en mesure de reprendre cette mission éducative. »

### Un rêve et une aide pour le concrétiser

Parmi les acteurs locaux bénéficiant d'un appui suisse figure l'Association pour la promotion des initiatives de développement durable (Apidev). Cette structure privée entend assurer la sécurité alimentaire des paysans et des éleveurs, en les aidant à améliorer leurs systèmes de production et à diversifier leurs exploitations. « Le fonctionnement

### Trois objectifs en vue

Le Bénin devrait atteindre d'ici 2015 l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concernant l'accès à l'éducation : le taux net de scolarisation dans le primaire se monte déjà à 88%. Grâce aux campagnes de vaccination, la mortalité infantile a sensiblement régressé. Il y a de fortes chances pour que cet OMD soit également atteint. Tout comme la couverture en eau potable : 64% de la population a déjà accès à une source améliorée, alors que la cible est fixée à 68%. En revanche, le pays accuse un énorme retard sur le plan de l'assainissement. Dans les zones rurales, seuls 4% des habitants disposent de latrines ou de toilettes. L'OMD relatif à la réduction de la pauvreté reste lui aussi hors de portée. Près de 41% de la population vit encore avec moins d'un dollar par jour, alors que la cible est de 27%.

### Le prix de l'eau

La plupart des points d'eau améliorés prélèvent une redevance qui sert à entretenir et à réparer les installations. Cette taxe varie d'un village à l'autre. Elle diffère aussi selon le type d'installation. Aux bornes-fontaines publiques, on paie en moyenne l'équivalent de 3,9 centimes suisses pour remplir une bassine traditionnelle, qui contient 25 à 40 litres. Les forages équipés de pompes manuelles collectent 2,3 centimes pour la même quantité. Un ménage pauvre doit ainsi consacrer entre 3 et 7% de son revenu annuel à sa consommation d'eau s'il veut s'approvisionner uniquement auprès d'une source sûre.

classique de l'aide a créé une mentalité d'assistés», s'indigne son directeur Adamou Mama Sambo. «Dès que les gens voient s'installer un projet, ils établissent une liste de leurs besoins. C'est une aberration qui pollue les relations entre donateurs et bénéficiaires depuis quarante ans.»

Au lieu de répondre à des besoins matériels, Apidev mise sur la responsabilisation. Elle essaie d'amener les ménages à se projeter dans le futur et à trouver des solutions en comptant d'abord sur leur propre potentiel. «Les gens d'ici n'ont pas l'habitude d'anticiper, estimant que leur avenir ne dépend que de Dieu. Or, on ne peut pas changer les choses sans avoir une vision à long terme et des stratégies pour la mettre en œuvre», explique Adamou Mama Sambo. Une fois que les bénéficiaires ont défini leur projet de vie, l'association leur dispense des conseils et des formations pour le réaliser.

#### Une agricultrice dynamique

Zénabou Aboudou a bénéficié de l'appui d'Apidev. Cette Bariba de 45 ans vit dans le village de Bahoukpo avec son mari, ses cinq enfants et ses trois coépouses. Il y a quatre ans, elle confection-

nait et vendait des produits dérivés du manioc ainsi que du beurre de karité. Sans renoncer à ce commerce, elle a décidé de se lancer parallèlement dans la production agricole. Après avoir suivi deux formations, elle a commencé d'exploiter un bas-fond marécageux à l'écart du village. Aujourd'hui, ses champs s'étendent sur 8 hectares. Zénabou Aboudou y cultive des légumes, du maïs, du manioc, de la canne à sucre et du tabac. Son revenu annuel a quintuplé, passant de 200 000 FCFA (358 francs suisses) à plus d'un million (1800 francs). Cela lui a permis d'acheter quelques têtes de bétail et un terrain à bâtir. Elle a pu aussi envoyer ses enfants à l'école. Mais il lui faut travailler dur pour mener de front ses différentes activités : «Je quitte le village chaque matin à 8 heures et ne rentre chez moi que vers 20 heures. Souvent, j'engage des manœuvres, mais je dois tout de même être là pour surveiller.»

Suspendu à un arbre, un grigri protège ses cultures. L'agricultrice ne dira pas ce que contiennent ces deux bouteilles enveloppées dans du tissu, mais elle révèle volontiers le sort qui attend les maraudeurs : ils seront sur-le-champ frappés de paralysie. ■

## Faits et chiffres

### Contribution suisse à la réduction de la pauvreté

Depuis quelques années, les deux agences responsables de la coopération suisse rendent compte régulièrement de l'efficacité de leurs programmes. La DDC et le Seco élaborent conjointement un rapport d'efficacité traitant d'un secteur précis. Les deux premiers documents, parus en 2008 et 2010, étaient consacrés respectivement à l'eau et à l'agriculture. Dans des rapports séparés parus en 2011, les deux agences ont en outre dressé le bilan de leurs activités au cours des quatre années écoulées. *La Suisse en action* présente les résultats obtenus par les programmes de la DDC dans huit champs d'action. *Le Seco fait son bilan* apporte quelques illustrations concrètes des succès de la coopération économique et montre les défis posés à l'aide au développement.

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), « Documentation », « Rapports annuels », « Rapport sur l'efficacité »

[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch), « Documentation »



Jane-Lise Schmeberger (2)

**Liens**

Dossier de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide :

[www.oecd.org](http://www.oecd.org), « Thèmes », « Développement », « Efficacité de l'aide »

Rapport 2011 sur la progression vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) :

[www.un.org/fr/millenniumgoals](http://www.un.org/fr/millenniumgoals), « Rapports »

4<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, 2011 :

[www.aideeffectiveness.org/busanhlf4](http://www.aideeffectiveness.org/busanhlf4)

BetterAid, coalition de 700 organisations de développement issues de la société civile :

<http://betteraid.org>

Initiative internationale pour l'évaluation de l'impact (3ie) :

[www.3ieimpact.org](http://www.3ieimpact.org)

**Chiffres clés**

Un premier OMD a d'ores et déjà été atteint : 89% de la population mondiale avait accès à de l'eau potable à fin 2010. Ce pourcentage dépasse légèrement la cible, fixée à 88%.

Les efforts restent insuffisants pour atteindre l'OMD relatif à l'assainissement avant l'échéance de 2015. Seuls 63% des habitants de la planète ont accès à des toilettes ou à d'autres installations d'assainissement améliorées. La cible est fixée à 75%.

La proportion d'êtres humains vivant au-dessous du seuil de pauvreté a reculé de 52% en 1981 à 22% en 2008. Cette baisse reflète surtout la croissance rapide de l'Asie de l'Est, en particulier de la Chine.

L'absence de coordination de l'aide impose une surcharge de travail aux pays en développement. Le Niger, par exemple, a reçu près de 900 missions de donateurs au cours de la seule année 2010.

Le nombre de pays pauvres à s'être dotés de stratégies nationales de développement a triplé entre 2005 et 2010.

**Citations**

« Il ne suffit pas de mesurer le volume des fonds alloués, ni même le nombre de maîtres formés, les kilomètres de routes construites ou les groupes de femme formés. Si nous voulons vraiment être sûrs que l'argent investi améliore la vie des gens, la seule solution est d'introduire des évaluations d'impact à grande échelle, qui permettent de rassembler des preuves de ce qui marche, pourquoi et à quel prix. »

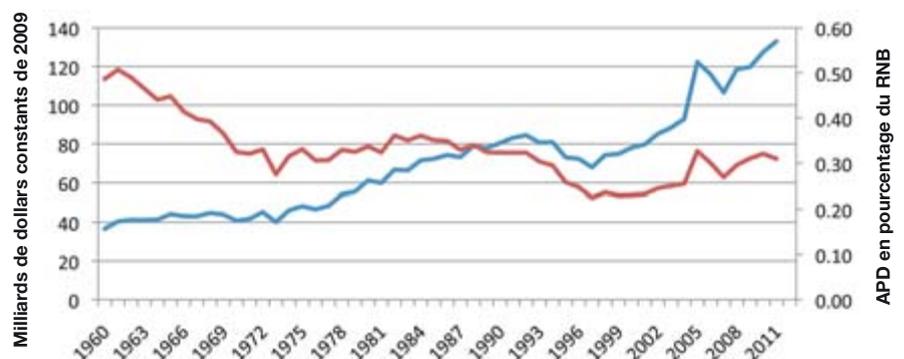
*Howard White, directeur exécutif de 3ie*

« La gestion axée sur les résultats ne peut pas se réduire à un simple rapport qualité-prix. Son but doit être de garantir les droits de l'homme et le développement à tout le monde, mais spécialement aux populations pauvres et marginalisées. »

*Antonio Tujan, coprésident de BetterAid*

**Flux nets d'aide publique au développement (APD) de 1960 à 2011**

Entre 1960 et 2011, l'APD a fortement augmenté en chiffres absolus (courbe bleue), passant de 37 à 133 milliards de dollars. Rapportée au revenu national brut (courbe rouge), elle accuse par contre une nette baisse : de 0,49% en 1960, elle est tombée à 0,22% en 1997 avant de remonter pour atteindre 0,31% en 2011.



Source : OCDE

# Beaucoup de jeunes s'en vont, peu reviennent

L'Ukraine passe pour être le grenier à blé de l'Europe. Cependant, son agriculture manque de capitaux et de main-d'œuvre qualifiée. Alors qu'une partie des paysans utilisent encore des méthodes ancestrales, de grandes entreprises introduisent la modernité et la mécanisation dans des régions démunies. D'Ann-Dorit Boy\*.



Ann-Dorit Boy (3)

## L'UE bloque, la Russie achète

Naguère grenier à blé de l'Union soviétique, l'Ukraine a vu sa production chuter de moitié au cours des années 90 et son agriculture ne se remet que lentement depuis 2000. L'agriculture et l'industrie alimentaire représentent 12% du produit intérieur brut. Elles emploient environ 20% de la population active. Si l'on considère son efficacité et sa compétitivité, le secteur agricole est tout sauf homogène : il compte plus de 8000 grandes entreprises et quelque 43000 exploitations familiales. Environ 4,7 millions de ménages cultivent la terre pour assurer leur propre subsistance. Comme par le passé, la Russie et les autres pays de l'ex-Union soviétique sont les principaux débouchés, car l'Union européenne protège son agriculture en imposant des quotas d'importation.

*Parce que son emploi ne lui rapporte pas assez pour vivre, Vladimir Poberezhny, 24 ans, cultive également des pommes de terre. Son tracteur a neuf ans de plus que lui.*

Dans la lumière estivale, le village de Movtchanivka offre une image d'Épinal : un ruisseau gouloute sur un sol moussu, des poules picorent sur les chemins. Devant une petite maison en briques, Vladimir Poberezhny grimpe sur son tracteur. Saisissant une clé à molette, il fronce les sourcils : « Il y a toujours quelque chose qui ne va pas », déclare le jeune homme de 24 ans aux cheveux coupés ras.

Équipé d'une pelleteuse, l'engin a neuf ans de plus que son propriétaire et la rouille a depuis longtemps rongé la peinture. Vladimir l'a acheté d'occasion pour 2500 hryvnias (280 francs suisses). Maintenant, il passe le plus clair de son temps libre à le réparer.

## Un revenu de 112 francs par mois

Il y a peu de jeunes parmi les 200 habitants de

Movtchanivka. Les conditions de vie sont rudes dans ce village de l'oblast (province) de Ternopil, à l'ouest de l'Ukraine. Conducteur de tracteur au sein de l'entreprise qui a remplacé le kolkhoze voisin, Vladimir Poberezhny gagne 1000 hryvnias par mois (environ 112 francs). Depuis que l'État a privatisé les terrains agricoles, sa famille possède huit hectares de terrain. Comme la plupart de ses voisins, elle en loue sept à l'ancien kolkhoze. Mais cela non plus ne rapporte

lève que lentement. Elle manque d'infrastructures et le système de formation est obsolète. La région vit avant tout de l'exportation d'une main-d'œuvre bon marché qui envoie de l'argent au pays.

### Des salaires de misère ou l'exil

Portant une blouse de travail bleue et un foulard coloré, Miroslava Valej traverse la route défoncée de Movtchanivka en tirant une charrette de bois. Elle



Dans les campagnes ukrainiennes, le niveau de vie n'a guère changé depuis l'époque soviétique. L'agriculture commence toutefois à se moderniser – on voit ici de grands silos destinés au stockage des céréales.

pas grand-chose. « Pour survivre, nous devons aussi cultiver des pommes de terre et élever quelques porcs, vaches et poules. »

Vladimir Poberezhny est né à Movtchanivka, où il a suivi sa scolarité. Aujourd'hui, il vit toujours, avec ses parents, sa femme et son fils de neuf mois, dans la maison que la famille a construite à l'époque soviétique. Il n'a jamais pris de vacances et n'est jamais allé à l'étranger. Un sort dont il s'accommode sans se plaindre. « Je tiens à mon village et je suis habitué à travailler », déclare-t-il. Puis il tourne à nouveau son attention vers son principal souci : le tracteur.

### Manque d'infrastructures

Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, la région de Ternopil a appartenu pendant 150 ans à l'empire austro-hongrois. Cette province peu densément peuplée – environ 1 million d'habitants sur 14 000 km<sup>2</sup> – a ensuite approvisionné l'URSS en céréales et en sucre. Les Soviétiques n'ont pratiquement pas industrialisé l'ouest de l'Ukraine, contrairement à l'est. Les fabriques de puces électroniques, construites par Moscou à la fin des années 80, ont fermé après la chute de l'URSS. Même le combinat du textile et l'usine de machines agricoles n'ont pas pu résister longtemps à la concurrence.

Dans les années 90, la production agricole s'est effondrée. Aujourd'hui, la province de Ternopil affiche les salaires les plus bas du pays et l'un des taux de chômage les plus élevés. Malgré la fertilité légendaire des terres noires de l'Ukraine, l'agriculture ne se re-

transporte une botte de paille pour nourrir ses porcs. À ses yeux, les jeunes sont ceux qui souffrent le plus de la situation. Ne trouvant pas de travail sur place, ou alors pour des salaires de misère, ils émigrent dans le monde entier. Certains se sont établis en Italie, d'autres aux Pays-Bas, en Irlande, en Amérique ou à Moscou. La fille de Miroslava, institutrice, ne gagnait que 400 hryvnias par mois. Après avoir longtemps pesé le pour et le contre, elle a fait son balluchon et est partie pour Moscou il y a quelques jours. La mère en ressent une profonde tristesse. « Mais que peut-on y faire ? », demande-t-elle.

Miroslava Valej a 65 ans. Durant toute sa vie, elle a été employée de banque dans la petite ville voisine. Son mari était chauffeur. « Depuis que nous sommes à la retraite, nous travaillons plus qu'avant. » Leur rente dépasse à peine 1000 hryvnias. Tout comme eux, nombre de retraités s'installent à la campagne pour survivre en cultivant un lopin de terre.

La province est bien loin du niveau de vie quasi occidental que connaissent quelques grandes villes. Le gaz n'est arrivé à Movtchanivka qu'au milieu des années 90. Miroslava se souvient fort bien de l'époque où elle devait chauffer au bois et où la suie envahissait la salle de séjour. Le village ne dispose toujours pas d'égouts : un camion-pompe vient de temps à autre vidanger les fosses septiques.

### Les investissements des émigrés

À Ternopil, ville de 200 000 habitants et chef-lieu de la province, le vice-gouverneur Vassili Genzko se dit

### L'Ukraine en bref

#### Capitale

Kiev

#### Superficie

603 550 km<sup>2</sup>

#### Population

44,8 millions

#### Ethnies

Ukrainiens : 67%

Russes : 24%

Divers : moins de 1% par groupe

#### Produits d'exportation

Fer et acier, pétrole, produits chimiques, machinerie et équipements de transport, denrées alimentaires

#### Destinations des exportations

Russie : 24%

Turquie : 6%

Italie : 5%

#### Topographie

L'Ukraine est surtout formée de steppes et de plaines fertiles, avec des montagnes à l'ouest (Carpatès) et au sud (presqu'île de Crimée)





Martin Roemers/taif

De nombreuses familles améliorent leur quotidien en vendant des fruits et des légumes cultivés sur un petit lopin de terre.

modérément optimiste. Il estime que l'émigration, qui a débuté dans les années 90, tend à diminuer et que le gros de la vague est passé. Certes, beaucoup de personnes travaillent à l'étranger, mais l'argent qu'elles envoient à leur famille profite à toute la région. «En se faisant construire des maisons ici, les émigrants investissent dans le secteur du bâtiment», explique le politicien. Il escompte que nombre d'entre eux rentreront au pays au cours des années à venir.

Après s'être effondrée durant la crise de 2009, année où le produit intérieur brut a chuté de 15%, l'économie est en train de remonter la pente. La demande de produits régionaux a récemment connu une forte hausse, note Vassili Genzko. En 2011, la production agricole a augmenté de 25%. Les six usines sucrières de la province fournissent plus de 10% du sucre de betterave consommé dans le pays. La construction de nouvelles capacités de stockage, dont le besoin se fait cruellement sentir, est également en bonne voie : trois installations ont été achevées récemment. Les paysans ne seront plus obligés de vendre le blé, le maïs et l'orge juste après la récolte et à n'importe quel prix.

### Un mot d'ordre : le développement

Les silos argentés de l'une de ces installations se dressent à 40 km au sud de Ternopil. Pour l'heure, ils peuvent nettoyer et stocker 64000 tonnes de céréales. Une fois achevé, le complexe aura une capacité de 110000 tonnes ; ce sera le plus grand et le plus moderne de la province. Il appartient au groupe agricole Mriya, qui est en même temps le principal employeur de la province et une entreprise exemplaire, fondée en 1992 par Ivan Guta. Initialement, ce dernier avait créé sur 50 hectares une exploitation employant une vingtaine d'ouvriers. Il a misé sur la mécanisation et a su convaincre des investisseurs étrangers. Aujourd'hui, Mriya emploie 5000 personnes et cultive 240000 hectares de terres dans plusieurs régions de l'ouest de l'Ukraine.

Cette entreprise au nom évocateur (*mriya* signifie «rêve» en ukrainien) s'est donné pour slogan «Le développement nous tient à cœur». Elle a fait rénover nombre d'écoles et de jardins d'enfants autour de ses sites de production. «Ivan Guta veut que la région profite de son succès et entend relever le niveau de vie de la population», indique la porte-parole. Dans son école d'agriculture, Mriya forme les étudiants les plus doués des écoles supérieures locales, car la main-d'œuvre qualifiée fait défaut pour piloter les machines modernes du groupe.

### La réussite n'est pas à la portée de tous

Nikolaï Ratouchny compte parmi ceux qui ont pu, grâce à Mriya, réaliser leur rêve d'occuper un emploi intéressant et bien payé. À 32 ans, l'ingénieur en chef du nouveau complexe de stockage dirige une équipe de quarante personnes et se montre très fier de ses silos. «C'est fantastique que l'on m'ait confié cette magnifique installation», déclare-t-il. En bleu de travail, il nous montre sur son ordinateur comment les machines vérifient automatiquement l'humidité et la température des céréales. «Le grain respire et transpire.» D'où la nécessité d'effectuer des contrôles réguliers.

Nikolaï est l'un des rares experts de la région : il a étudié les technologies de l'alimentation et s'est spécialisé dans l'entreposage des céréales. «Durant ma formation, je n'aurais jamais pensé pouvoir travailler dans une installation aussi moderne.» À son avis, l'enseignement n'était pas assez axé sur les techniques récentes. ■

*\*Ann-Dorit Boy, journaliste indépendante, est la correspondante à Moscou de divers médias germanophones, dont la « Neue Zürcher Zeitung », « Die Zeit » et « Spiegel Online ». Elle se rend régulièrement en Ukraine.*

(De l'allemand)

### Un Viktor chasse l'autre

Lors de la Révolution orange en 2004, le peuple ukrainien est descendu dans la rue pour dénoncer le trucage de l'élection présidentielle et il est parvenu à faire élire Viktor Iouchtchenko qui incarnait les aspirations démocratiques. Ce politicien a cependant négligé les réformes économiques et raté son objectif déclaré, à savoir l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et à l'Otan. Au lieu de faire progresser le pays, il est entré en conflit avec la première ministre Ioulia Timochenko, son ancienne alliée. En 2010, les électeurs ont exprimé leur déception dans les urnes. Évincé du pouvoir, Iouchtchenko a été remplacé par son adversaire pro-russe de 2004, Viktor Ianoukovitch. En politique étrangère, ce dernier balance entre la Russie et l'Occident. La condamnation de son opposante Ioulia Timochenko, pour abus de pouvoir, a en outre suscité de vives critiques.

## Une journée sur le terrain avec... Guido Beltrani, coordinateur de la DDC en Ukraine

En Ukraine, trinquer est une tradition. On n'imaginerait pas un repas en commun sans une succession de toasts. Le troisième de la série doit toujours être porté aux femmes. Cela fait la joie de mes collaboratrices, surtout lorsque je prononce quelques mots en russe, car nous nous exprimons habituellement en anglais au bureau. La langue de Shakespeare n'étant pas très répandue au sein de la population, je m'efforce d'apprendre au moins le russe, qui est en quelque sorte la deuxième langue maternelle des Ukrainiens. À mon arrivée, je possédais déjà quelques notions, mais j'avais des progrès à faire. Maintenant, quand les gens parlent en russe, je saisis 30 à 50% de ce qu'ils disent; s'ils s'expriment en ukrainien, je ne comprends presque rien. Je continue donc à prendre des cours, le plus souvent tôt le matin, avant d'aller travailler.



Ma compagne et moi habitons dans le centre de Kiev, à 15 minutes du bureau. Lorsque je suis arrivé de Pristina (Kosovo), mon dernier poste, je tenais à pouvoir aller au travail à pied. C'est une bonne solution, à condition de supporter le froid. Notre logement a été bien rénové, mais la cage d'escalier

construit des hôtels, agrandi des aéroports et rénové de nombreuses routes. À Kiev, le changement est perceptible partout.

Je travaille actuellement à la clôture de notre programme prioritaire sur la justice. Celui-ci visait notamment à améliorer les conditions de détention ou à accroître l'indépendance du système judiciaire en le dotant de bases légales solides. Même si le cas de Ioulia Timochenko a donné dans toute l'Europe une image négative de la justice ukrainienne, nous pouvons affirmer que nos efforts n'ont pas été vains. Les conditions de détention des femmes se sont améliorées. Les mères peuvent par exemple garder leur enfant auprès d'elles jusqu'à sa troisième année. De plus, le Parlement a récemment adopté une loi qui prévoit notamment de remplacer la détention préventive par des arrêts domiciliaires et qui étend les droits de la défense. La Suisse avait insisté sur ces points. Nous sommes heureux qu'ils aient passé la rampe.

Mon travail me laisse peu de temps libre. Cependant, être accueilli avec du pain fait maison ou une chanson ukrainienne, lorsqu'on visite un projet par moins 25 degrés, compense bien des sacrifices. Parfois, je m'offre une balade dans les magnifiques parcs de la ville, admirant les nombreux cloîtres et églises. Le soir, j'aime aller manger au restaurant ou me plonger dans un livre. Je lis toujours en italien, afin de pratiquer ma langue maternelle. Tessinois aux racines siciliennes, je ne vis plus dans un environnement italo-phonie depuis l'âge de 19 ans. ■

*(Propos recueillis par Mirella Judith Wepf)*

*(De l'allemand)*

« Être accueilli avec du pain fait maison, lorsqu'on visite un projet par moins 25 degrés, compense bien des sacrifices. »

et la façade de l'immeuble sont en piteux état. Une telle situation est très fréquente en Ukraine : les appartements ont été privatisés après l'effondrement de l'Union soviétique; cependant, tout ce qui se trouve au-delà de la porte d'entrée du logement appartient au domaine public et personne ne s'en préoccupe vraiment. C'est pourquoi la Suisse a lancé plusieurs programmes qui visent à améliorer l'efficacité énergétique : elle soutient la rénovation de bâtiments, contribuant ainsi à la protection du climat.

Le développement des infrastructures revêt une importance cruciale en Ukraine, surtout cette année où le pays a accueilli le Championnat d'Europe de football. Les quatre villes-hôtes de l'Euro 2012 ont fait peau neuve à toute vitesse : elles ont

### La coopération suisse avec l'Ukraine

La Suisse a reconnu l'Ukraine en 1991. Six ans plus tard, les deux pays ont signé un accord de coopération technique, économique et humanitaire. Actuellement, la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) soutiennent une quinzaine de projets, axés principalement sur les thèmes suivants : gouvernance locale, services communaux, santé reproductive, efficacité énergétique, développement du secteur financier, promotion économique et justice (jusqu'à fin 2012). Dans le cadre de sa stratégie de coopération pour la période 2011-2014, la Suisse devrait allouer à l'Ukraine un montant d'environ 60 millions de francs. [www.ddc.admin.ch/ukraine](http://www.ddc.admin.ch/ukraine) [www.swiss-cooperation.admin.ch/ukraine](http://www.swiss-cooperation.admin.ch/ukraine)

## Des écrivains peu lus, mais très écoutés

Lors d'une lecture publique que je donnais récemment à la Librairie principale de Vienne, on m'a interrogée sur la place qu'occupaient les écrivains dans la société ukrainienne et sur leur influence. J'ai failli répondre par une autre question : quelle influence peuvent-ils bien avoir puisqu'un Ukrainien sur quatre ne lit jamais de livres, que les librairies sont rares et qu'il n'y a même pas un kiosque vendant des livres à l'aéroport de Kiev ? Mais je me suis retenue en pensant à ma photo dans la liste des « 100 personnalités les plus influentes d'Ukraine », publiée par les médias économiques. Et aux longues séances de dédicace où des centaines de personnes, mes ouvrages sous le bras, attendent patiemment en file indienne – on ne voit même pas cela aux foires du livre de Francfort ou de Leipzig. J'ai réalisé alors que toute situation est différente selon qu'on la considère de l'intérieur ou de l'extérieur. Lorsqu'ils viennent en Ukraine, mes confrères occidentaux sont toujours surpris de constater que nos soirées de lecture attirent en moyenne 200 personnes. Cela peut même aller jusqu'à 800. Parfois, la salle est trop petite pour contenir tout le monde et il faut installer un écran dans la rue. En Occident, c'est plutôt pour la retransmission d'un match de foot qu'on le ferait.

J'ai fait part de ces réflexions au public viennois, tout en ajoutant qu'une telle affluence est sans rapport avec l'état de santé de notre secteur culturel. Cet enthousiasme est davantage le reflet d'une crise de confiance dans la-

quelle est plongée la population : déçue par l'élite du pays, elle cherche maintenant des « autorités morales ». En tant que personnage public, un écrivain doit souvent répondre à des questions sur tout et rien. Comment éveiller notre conscience écologique ? Y a-t-il un mouvement féministe en Ukraine ? Que pensez-vous de *Melancholia*, le dernier film de Lars von Trier ? Et ainsi de suite. En l'interrogeant, on l'oblige à combler un vide qui est occupé par les politiciens et les ecclésiastiques dans les pays moins malmenés par l'Histoire, dont l'Autriche fait assurément partie.



Oksana Zaboujko est l'une des grandes figures de la littérature contemporaine en Ukraine. Née en 1960, elle vit à Kiev. Après des études de philosophie, elle a travaillé à l'Académie ukrainienne des sciences, puis elle a étudié aux universités d'Harvard et de Pittsburgh. Elle a également séjourné à titre d'écrivaine en résidence à l'Université d'État de Pennsylvanie. Oksana Zaboujko est vice-présidente du centre ukrainien de Pen international et enseigne l'écriture créative à l'Université de Kiev.

À ces mots, des murmures incrédules ont parcouru l'assistance. Puis, s'adressant moins à moi qu'au public, quelqu'un a posé cette question : « Pourquoi ne voyons-nous jamais 500 personnes à une soirée de lecture ? » Je me suis étonnée : « La situation ici est donc aussi grave chez vous qu'en Ukraine ? » On m'a répondu par des rires bienveillants.

Le débat sans fin sur la corruption des milieux politiques tend à faire oublier que ce phénomène atteint les proportions d'une épidémie. Il n'y a pas qu'en Ukraine que l'on rencontre des politiciens agissant comme des « vendeurs » (selon une définition d'Umberto Eco) ou, pire encore, comme le Vadym de mon roman *Musée des secrets oubliés* (pour lequel je me suis inspirée de « commerçants de la politique »). Ce type de personnage s'est exporté bien au-delà des frontières de l'ancien bloc communiste. Le public des pays que mes compatriotes observent avec tellement de nostalgie et d'envie par-dessus le « Mur de Schengen » se reconnaîtrait sans doute dans le portrait brossé. Car la situation est partout la même : la crise des valeurs provoque une crise de l'autorité et la place ainsi libérée est occupée par les « people » – des gens qui ne sont célèbres que pour leur célébrité, comme le dit l'écrivain français Frédéric Beigbeder. S'il se trouve par hasard des écrivains parmi eux, ce n'est peut-être pas si mal. Certes, le marché a aussi fait de nous des « vendeurs ». Mais contrairement aux politiciens, nous vendons toujours nos propres idées. Et nous causons sans doute moins de tort à nos pays. ■

(De l'ukrainien)



Berthold Steinilber/laif

# Des bus pour les écoliers lettons

La crise financière mondiale a durement frappé la Lettonie. Des coupes budgétaires draconiennes se sont traduites par la fermeture d'écoles et la suppression de lignes de transports publics dans les zones rurales. Grâce à l'aide suisse, 59 communes ont reçu de nouveaux bus scolaires qui transportent 9000 enfants. L'entretien des véhicules est durablement garanti.



Grâce aux nouveaux bus, les enfants de 59 communes peuvent se rendre tous les jours à l'école.

(mjw) L'effondrement de l'URSS et l'accession à l'indépendance en 1991 ont obligé la Lettonie, comme bien d'autres anciens pays communistes, à repartir de zéro pour reconstruire son économie et ses structures commerciales. Elle y est assez bien parvenue, surtout ces dernières années. Mais la crise financière mondiale lui a infligé un revers cinglant. Dans un tel contexte, la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'Union européenne (UE) a pris une importance cruciale. Cet apport est destiné aux douze pays – dont la Lettonie – qui ont rejoint l'UE depuis 2004. Il vise à réduire les disparités économiques et sociales entre les anciens et les nouveaux pays membres. Parmi les douze projets qui bénéficient de la coopération helvético-lettonne, l'un porte sur l'acquisition de 110 bus scolaires destinés à des communes rurales défavorisées.

## Remplacement de véhicules délabrés

Selon Christine Grieder, qui coordonnait l'engagement suisse depuis son bureau de Riga jusqu'à fin juillet 2011, le projet en question est extrêmement bien perçu par la population et il arrivait à point

nommé: «En Lettonie, il y a une quantité de bus d'un autre temps, que l'on répare souvent avec des moyens de fortune et que l'on autorise à rouler faute de mieux. En Suisse, ils auraient été retirés de la circulation depuis longtemps.»

L'enseignement est généralement de bonne qualité en Lettonie. Encore faut-il que les enfants puissent se rendre à l'école. Les nouveaux bus assurent désormais le transport d'environ 9000 écoliers vivant dans des zones rurales reculées. Au total, 59 communes ont bénéficié de ce projet, cofinancé par la DDC à hauteur de 14 millions de francs.

Christine Grieder a assisté à la remise de ces bus chaque fois que c'était possible. Elle garde tout particulièrement en mémoire l'inauguration du premier véhicule, en présence de l'ambassadrice de Suisse: «Les femmes du hameau de Grobina avaient cuit pour nous un pain gigantesque. L'accueil a été très émouvant dans d'autres communes aussi. Cela crée des liens et des souvenirs durables.» ■

(De l'allemand)

## Aide suisse jusqu'en 2017

En 2006, le peuple suisse a approuvé à une majorité de 53% la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est, qui constitue la base légale de la contribution aux nouveaux États membres de l'UE. En 2007, le Conseil fédéral a conclu l'accord-cadre correspondant avec la Lettonie. Douze projets, pour un total de près de 60 millions de francs, y seront réalisés jusqu'à l'été 2017 sous la conduite du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) et de la DDC. Ils comprennent notamment l'assainissement de sites contaminés dans le port industriel de Riga, l'octroi de microcrédits, l'encouragement d'initiatives en faveur de la jeunesse et un fonds de soutien à la société civile.

[www.erweiterungsbeitrag.admin.ch](http://www.erweiterungsbeitrag.admin.ch)

# Noël à Mindanao

La tempête tropicale Washi a provoqué l'an passé des inondations dévastatrices aux Philippines, faisant plus de mille morts et des dizaines de milliers de sans-abri. Six experts suisses ont été dépêchés sur place en urgence pour porter secours à la population sinistrée. Une mission typique du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA).



DDC (8)

*Les membres de l'équipe d'intervention rapide ont trouvé une ville dévastée. Le typhon Washi a fait de nombreux morts et sans-abri.*

## Toujours prêt à partir

« J'aime les voyages, les autres cultures, la nourriture exotique et la rencontre avec de nouvelles personnes », répond Claudio Valsangiacomo quand on lui demande pourquoi il reste prêt à partir sur demande au secours de régions sinistrées. Ce biologiste de 50 ans, père de deux enfants, est depuis dix ans membre du groupe spécialisé Eau potable et hygiène de l'habitat au CSA. Il accomplit régulièrement de brèves missions d'une à trois semaines. « Auparavant, je voyageais pour la science, ce qui me permettait de connaître surtout les riches pays du Nord. Le CSA m'a fait découvrir un autre monde, l'envers de la médaille en quelque sorte. C'est pour moi un grand privilège de pouvoir faire quelque chose pour ces populations. J'apprends à chaque mission. Souvent, je reçois plus que ce que j'apporte, aussi bien sur le plan personnel que technique », se réjouit ce globe-trotter.

(gn) Claudio Valsangiacomo se trouve dans le train qui le ramène d'une séance à Berne vers son domicile au Tessin, quand la responsable logistique du CSA l'appelle sur son portable. Moins de 24 heures plus tard, il est à bord d'un avion qui l'emmène aux Philippines pour une nouvelle mission de secours. Il emporte avec lui trois grandes malles noires contenant le matériel de deux laboratoires mobiles pour l'analyse bactériologique et chimique de l'eau. C'est l'équipement de base des spécialistes de l'eau potable et de l'assainissement. À l'aube du 17 décembre 2011, des pluies diluviennes ont fait monter les eaux à une vitesse hallucinante sur l'île de Mindanao et provoqué des inondations dévastatrices. Les villes les plus touchées ont été Cagayan de Oro et Iligan, sur la côte nord, où beaucoup d'habitants ont été surpris par les flots dans leur sommeil. Un premier bilan faisait état de 650 morts et plus de 800 disparus.

Hélas, il a fallu rapidement le corriger à la hausse. Comme elle le fait toujours lors de telles catastrophes, la Suisse a offert son assistance au gouvernement philippin. Après une première analyse de la situation, le CSA a décidé d'envoyer sur place une équipe d'intervention rapide (EIR).

## Des équipes hautement spécialisées

Cette EIR est restée deux semaines sur place. Elle comprenait six membres du CSA, à savoir quatre spécialistes en hydrologie et deux logisticiens. Tous sont des professionnels qui prennent des congés ou sont libérés par leur employeur pour effectuer ce type de missions de secours. Claudio Valsangiacomo est collaborateur scientifique à la Haute école spécialisée tessinoise. Après le tsunami en 2004 et l'épidémie de choléra au Zimbabwe en 2008, c'est le troisième Noël qu'il passe dans une région sinistrée plutôt qu'en famille. Cela ne pose aucun pro-



*Tandis que l'ingénieur Urs Rupper (à gauche) examine une canalisation endommagée, le chef d'équipe Claudio Valsangiacomo installe une cuve mobile en plastique.*

blème, dit-il. « Les miens sont tout contents quand je reviens à la maison avec beaucoup de choses à raconter. »

Ce biologiste fait partie depuis dix ans du CSA, un corps de milice qui compte quelque 700 membres. Il accomplit en moyenne une à deux missions par année. L'intervention aux Philippines est sa première en qualité de chef d'équipe. Son groupe comprend d'autres habitués, comme le chimiste Peter Dario, l'ingénieur Urs Rupper ou le logisticien Patrick Frehner. En revanche, les géologues Ellen Milnes et Thomas Rosenberg participent à leur première mission. Lors de l'escale à Manille, l'ambassadeur de Suisse remet à Claudio Valsangiacomo l'équivalent de 40 000 francs en espèces pour que l'équipe puisse agir immédiatement et en toute indépendance une fois sur place.

### **Pas de temps à perdre**

En arrivant à Cagayan de Oro, l'EIR découvre une ville dévastée. Tout un quartier a été emporté par la crue. De nombreuses maisons sont détruites, dont celle qui abritait le laboratoire municipal d'hydrologie. Environ 60% des 500 000 habitants sont privés d'eau potable depuis la rupture d'une conduite. Il faut agir vite. « Nous sommes arrivés l'après-midi à 15 heures. À 17 heures, nous avons discuté de la situation avec la cheffe du service municipal des eaux. Et trois heures plus tard, nous faisons déjà nos premières analyses », raconte M. Valsangiacomo qui se félicite de la collaboration efficace avec les responsables locaux.

Confrontée à cette situation dramatique, l'équipe du CSA constate qu'il était effectivement vital d'emmener ses propres équipements. Les labora-

toires mobiles vont tourner à plein régime pendant les deux semaines suivantes : les experts suisses font une quarantaine d'analyses par jour pour décider quelle eau peut être considérée comme potable et quels puits il faut curer.

### **Cours intensif de chloration**

Le reste du matériel arrive le 24 décembre, deux jours après les premiers secouristes suisses. « Ce transport rapide en pleine période de Noël est une grande performance de la part de nos logisticiens », apprécie M. Valsangiacomo. Les dix cuves en plastique livrées depuis la Suisse atténuent la grave pénurie de contenants destinés à l'approvisionnement en eau. Pour assurer la qualité de l'eau fournie à la population, les spécialistes du CSA donnent un cours rapide de chloration aux chauffeurs des camions et à toutes les autres personnes qui participent à la distribution. Ils apportent par ailleurs aide et conseils dans les opérations de curage et de remise en service d'innombrables puits. À Iligan, ils mettent en place 33 installations d'assainissement écologique.

Peu avant la fin de sa mission, l'équipe du CSA a lancé une action de nettoyage de la boue dans le quartier de Balulang. Afin de prévenir d'éventuelles tensions, elle y a d'emblée associé l'imam et le curé locaux. Les travaux battaient leur plein au départ des Suisses : le reste de l'argent a servi à louer des pelles, des charrettes, une pelleteuse et un camion ; il a aussi permis de payer les 150 personnes qui ont évacué la boue dans les rues de leur quartier pendant une semaine. Au sein de l'équipe, on avait longuement discuté des aléas que pouvait comporter ce programme de travail rémunéré. Quelques semaines plus tard, Claudio Valsangiacomo a reçu une photo de Balulang : elle prouve qu'il valait la peine de prendre ce risque. ■

*(De l'allemand)*

### **Des secouristes sur tous les fronts**

Un passeport valable et des vaccinations à jour contre les principales maladies tropicales : c'est l'une des règles fondamentales imposées aux membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). Le ou la spécialiste qui se met à disposition pour faire partie d'une équipe d'intervention rapide doit être prêt à partir d'un moment à l'autre. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et fin avril 2012, le CSA a envoyé 97 personnes vers des zones à secourir. Ces experts ont totalisé 1059 jours d'intervention sur le terrain dans le cadre de vingt missions. Outre les équipes mises sur pied pour le séisme au Japon ou la crise humanitaire en Libye, d'autres sont intervenues au Pakistan, au Mali, au Congo, en Thaïlande, en Bosnie-Herzégovine, en Turquie, en Égypte, en Tunisie, au Kenya, au Brésil, au Liberia, en Haïti, en Côte d'Ivoire et aux Philippines.

# DDC interne

## Bientôt une Bourse de l'eau

(mq) Les bons résultats obtenus avec le système volontaire des certificats d'émission de CO<sub>2</sub> incitent à envisager la mise sur pied d'un mécanisme analogue pour le financement de projets dans le domaine de l'eau. Des motifs aussi bien écologiques qu'économiques poussent un nombre croissant d'entreprises à surveiller de près leur consommation d'eau. De leur côté, les consommateurs se mettent à exiger avec toujours plus d'insistance des conditions de production durables. Les entreprises pourront maintenant compenser l'eau qu'elles utilisent en achetant des certificats générés par des projets qui visent à fournir de l'eau, à la purifier ou à la préserver. Les «Water Benefit Certificates» (WBC) viendront compléter les efforts qu'elles consentent déjà pour réduire leur «empreinte sur l'eau». Ils constitueront un moyen parmi d'autres de promouvoir une utilisation parcimonieuse de cette ressource. La DDC cofinance une étude de faisabilité et la mise en œuvre des WBC durant les deux premières années. La coordination entre les entreprises et les projets vecteurs de durabilité est assurée par First Climate, une société active dans la gestion des crédits de carbone au niveau mondial.  
*Durée du projet: jusqu'en 2013*  
*Volume: 658 000 CHF*

## Soutien aux populations de l'Hindou Kouch

(bm) La région montagneuse de l'Hindou Kouch, à cheval entre l'Afghanistan et le Pakistan, est très pauvre et traversée par des conflits. L'insécurité alimentaire me-



Hollandse Hoogte/lair

nance les populations, majoritairement rurales. Les services publics sont rares et défectueux. Outre le manque d'infrastructures, de technologies appropriées et d'accès aux marchés, l'agriculture – principale activité économique de la région – est particulièrement vulnérable aux conditions climatiques. La DDC a lancé un projet qui vise à améliorer les moyens de subsistance des habitants, afin de réduire leur vulnérabilité face aux conflits et aux dangers naturels. Parmi les résultats attendus figurent un meilleur accès à l'eau potable et aux services de base, le développement de systèmes d'irrigation et la promotion des filières de production locale. Ce projet fait partie du nouveau Programme régional Hindou Kouch de la DDC en Afghanistan et au Pakistan. Il illustre l'engagement de la Suisse dans les contextes fragiles.  
*Durée du projet: 2012 – 2015*  
*Volume: 15,1 millions CHF*

## Un pas vers la réunification de Mitrovica

(mpe) La ville kosovare de Mitrovica demeure profondé-



Lukasz Trzemeski/Wisniewski/lair

ment divisée. Séparés géographiquement par la rivière Ibar, Serbes et Albanais persistent à refuser tout contact depuis la guerre. La création d'une école multiethnique est l'un des rares projets communs à avoir vu le jour. Situé tant au nord qu'au sud de la ville, l'International Business Center doit permettre de réconcilier certains segments de la jeunesse des deux communautés. Le projet, soutenu par la DDC et d'autres bailleurs de fonds, répond manifestement à une attente, puisque 120 étudiants se sont inscrits pour l'année académique 2011/2012. Il faudra certes bien plus que cela pour rapprocher les habitants. Néanmoins, cette initiative représente une avancée remarquable sur la voie lente et difficile d'une réunification de Mitrovica et d'une pacification du Kosovo.

*Durée du projet: 2012 – 2013*  
*Volume: 1,25 million CHF*

## Surveillance environnementale au Sahel

(bm) Depuis des décennies, l'Afrique voit disparaître des surfaces arables considérables. Ce phénomène est dû à la diminution des pluies, mais aussi à la dégradation de l'environnement par l'homme (monoculture agricole, déforestation, feux de brousse, etc.). Dans la région sahélienne, la perte de productivité qui en découle accentue la vulnérabilité des populations. La DDC soutient un projet visant à sensibiliser les habitants aux causes et aux conséquences du changement climatique, afin qu'ils puissent participer aux décisions et défendre leurs intérêts. Il s'agit de produire des informations environne-



Michael Martin/lair

mentales de qualité et de les distribuer aux acteurs concernés. Ces données permettront de prendre des décisions susceptibles d'atténuer les conséquences du changement climatique et d'améliorer ainsi les conditions de vie. Le projet est mis en œuvre par l'Observatoire du Sahara et du Sahel.  
*Durée du projet: 2012 – 2015*  
*Volume: 3,75 millions CHF*

## Préparation aux séismes en Amérique centrale

(gjf) L'Amérique centrale est régulièrement affectée par des tremblements de terre qui provoquent d'importantes pertes en vies humaines et en infrastructures. Les villes, souvent surpeuplées, sont particulièrement vulnérables. Un projet de la DDC vise à renforcer les capacités régionales de recherche et de sauvetage en milieu urbain. Il entend préparer tous les acteurs concernés, dans les capitales centraméricaines, à intervenir plus efficacement en cas de séisme. Un centre régional de formation, créé à San José (Costa Rica), accueillera des équipes de spécialistes en provenance des différents pays de l'isthme. Par ailleurs, une plate-forme assurera la standardisation des méthodes d'intervention, l'entraide régionale et la durabilité du projet. On estime que 12 millions de citoyens pourraient potentiellement bénéficier de cette initiative.  
*Durée du projet: 2012 – 2014*  
*Volume: 1,2 million CHF*

# Les donateurs doivent prendre davantage de risques

Le contexte de la coopération au développement a changé : les donateurs classiques ont été rejoints par les pays émergents, comme la Chine ou le Brésil, ainsi que des fondations et des entreprises privées, dont l'aide va en augmentant. Brian Atwood, directeur du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, évoque les défis et les chances de cette nouvelle situation. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Juergen Escher/afp

*La Somalie fait partie des pays qui se désignent comme fragiles et veulent désormais déterminer eux-mêmes les priorités des programmes de développement.*

**Un seul monde :** Longtemps, les pays industrialisés du Nord ont été seuls aux commandes de la coopération. D'autres acteurs assument aujourd'hui un rôle important dans ce domaine. Quelles en sont les conséquences?

**Brian Atwood :** Nous sommes confrontés à de grands défis. Les nouveaux donateurs ont leurs propres conceptions de l'aide, leurs propres méthodes, et refusent que les pays du Nord interfèrent dans les relations qu'ils entretiennent avec leurs partenaires. Ils affirment que les coopérations Sud-Sud et Nord-Sud se complètent mutuellement. Nous devons examiner dans quelle mesure c'est vraiment le cas. Quant au secteur privé, son rôle est important selon moi, mais il ne porte ses fruits que dans une phase ultérieure : il faut atteindre un certain niveau de développement avant que l'économie privée soit disposée à investir dans un pays.

**Quelle est la fonction du CAD dans cette nouvelle constellation ?**

Nous accordons beaucoup d'importance au dialogue avec les donateurs émergents. Cela fait partie de notre stratégie de relations universelles. Le Partenariat pour une coopération efficace au service du développement, adopté à Busan, constitue à cet égard une bonne formule. Nous sommes en train de créer les structures de la future coopération. Le CAD sera sans doute représenté dans les instances dirigeantes et s'engagera également dans d'autres domaines. Une bonne méthode pour avancer consisterait à attaquer certaines tâches à trois : l'aide octroyée à un pays partenaire viendrait simultanément d'un membre du CAD et d'un donateur émergent. Je suis convaincu que nous pourrions beaucoup apprendre en poursuivant ensemble les mêmes objectifs de développement.



Anna Zinggi/DOC

**J. Brian Atwood** préside depuis janvier 2011 le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Il a commencé en 1966, au Service extérieur des États-Unis, une carrière diversifiée qui l'a vu assumer des fonctions diplomatiques et politiques, régulièrement assorties d'activités scientifiques. Ses premières missions l'ont conduit dans les ambassades américaines en Côte d'Ivoire et en Espagne. Durant le mandat de Jimmy Carter, Brian Atwood a été secrétaire d'État adjoint aux relations avec le Congrès. De 1993 à 1999, sous la présidence de Bill Clinton, il a été administrateur de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). En 2001, il a été membre du Groupe d'études sur les opérations de paix auprès de Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations Unies.



ChinaFotoPress/lat

*Selon Brian Atwood, l'ouverture du Myanmar offre de nouvelles possibilités de coopération – y compris à la Suisse.*

**Comme la coopération a donné jusqu'ici peu de résultats dans les pays les plus démunis et ravagés par des conflits, les donateurs veulent désormais s'y engager avec plus de force. Qu'est-ce que cela signifie concrètement?**

Lors du dialogue instauré par le Réseau international du CAD pour les conflits et les situations de fragilité, des pays qui se désignent eux-mêmes comme fragiles ont formé un groupe appelé G7+. Ils ont ensuite établi des contacts avec quarante autres États, pour aboutir à un accord que l'on a appelé « Nouvelle Donne ». Celle-ci met l'accent

la Suisse, s'emploie avec énergie à mettre en œuvre la Nouvelle Donne.

**Quelle place la petite Suisse occupe-t-elle dans ce contexte international?**

Pour moi, la Suisse n'est pas un acteur de seconde zone, car son influence dépasse de loin la dimension du pays. Elle a fait récemment un pas décisif en portant le volume de son aide à 0,5% du revenu national brut. Cette décision a attiré l'attention des gens sur la qualité de vie en Suisse, meilleure que dans la plupart des autres pays du monde. Elle a aussi souligné qu'il y a intérêt à soutenir les pays pauvres si l'on veut faire durer cette chance. De plus, la Suisse possède à mon avis la meilleure démocratie qui soit. Bien entendu, aucune démocratie n'est parfaite. Et il n'est pas question de reproduire le système helvétique tel quel n'importe où sur la planète. Mais le niveau exceptionnel des normes helvétiques en matière de gouvernance est en soi un signal déterminant. C'est à mes yeux la principale force de ce pays.

« Il est plus facile de faire des recommandations que de les appliquer. »

sur le renforcement de l'État et souligne qu'il appartient aux pays directement concernés de déterminer eux-mêmes les priorités de leurs programmes ou projets de développement. En fonction de la situation, qui diffère d'un pays à l'autre, nous définirons ensemble les objectifs à atteindre et les critères servant à mesurer les progrès. La Nouvelle Donne est encore en gestation. Je suis très heureux que le ministre danois du développement Christian Friis Bach ait accepté récemment de partager la présidence du Dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'État avec la ministre des finances du Timor Oriental Emilia Pires. D'autres membres du CAD, dont

**Faudrait-il donc que la coopération internationale se concentre entièrement sur la gouvernance? Dans ses dernières recommandations, le CAD demande en effet à la Suisse de restreindre encore davantage ses domaines d'intervention.**

L'argument selon lequel il faudrait cibler davantage ses efforts est toujours valable et s'applique à tous les membres du CAD. Car il en résulte davantage d'efficacité dans les domaines où l'on travaille. J'admets cependant qu'il est plus facile de faire des recommandations que de les appliquer. Il y a des contraintes. On doit s'engager dans certaines régions, par exemple au Proche-Orient, en pleine



Hu qingming/magnum/laif

Les nouveaux pays donateurs, comme la Chine, ont leurs propres conceptions de l'aide. Ils affirment que les coopérations Sud-Sud et Nord-Sud se complètent mutuellement.

ébullition, ou au Myanmar, où l'ouverture du pays offre de nouvelles possibilités. Mais l'exigence de concentration implique surtout une meilleure coordination entre les donateurs. Où travaillent l'Union européenne, les États-Unis, etc.? Quels thèmes sont déjà traités? Y a-t-il une possibilité de compléter le tableau? C'est difficile, mais je suis persuadé que les donateurs devront à l'avenir encore mieux accorder leurs violons et concentrer leurs engagements sur les domaines qu'ils maîtri-

## « La responsabilité incombe en fin de compte aux pays partenaires. »

sent bien. Cela devrait conduire à diminuer davantage le nombre de pays partenaires et de thèmes de développement.

**Le sujet n'est pas nouveau. En 2005 déjà, on a trouvé un consensus avec la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.**

Sur les treize objectifs fixés à l'époque, un seul a été atteint. Beaucoup de ressources sont encore gaspillées, parce que nous n'avons pas fait notre travail comme il aurait fallu. Toutefois, je crois que la conférence de Busan a créé les conditions nécessaires pour progresser. Elle a marqué un changement de paradigme essentiel, qui repose sur la responsabilité de chacun et renforce les pays partenaires. Avec le nouvel accord, c'est à ces derniers

qu'il incombe de mettre en œuvre les moyens disponibles. Désormais, l'absence d'institutions et de systèmes appropriés signifiera que les pays donateurs n'ont pas su les mettre en place; elle ne pourra plus servir d'excuse à leurs échecs. Cela change notre façon d'aborder les choses. Jusqu'à présent, les nations industrialisées étaient extrêmement prudentes, par peur de gaspiller les deniers publics. Mais si l'on n'est pas prêt à prendre des risques, aucun succès n'est possible.

**Les choses se compliquent encore du fait que l'on a toujours plus tendance aujourd'hui à exiger des résultats rapides et mesurables.**

La coopération au développement est une affaire complexe. Les résultats véritablement importants sont ceux qui contribuent à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires. Cela, seules les populations locales peuvent en juger. Je concède que les donateurs doivent pouvoir montrer à leurs contribuables ce qu'ils ont réalisé. Cependant, la responsabilité incombe en fin de compte aux pays partenaires: ces derniers investissent toujours plus dans leur propre développement que ce qu'apportent l'ensemble des bailleurs de fonds internationaux. On parle ici de responsabilité mutuelle: il faut que les résultats soient mesurés par les pays partenaires – à nous de constater quels changements l'argent de nos impôts a pu entraîner. Mais ce sont en priorité les populations directement concernées qui ont le droit d'apprendre de leur gouvernement quels résultats ont été obtenus. ■

*(De l'anglais)*

### Un poids lourd du développement

Les 34 membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) adhèrent aux principes de la démocratie et de l'économie de marché. Ce credo s'applique également au CAD, créé au sein de l'organisation en 1961. Les 24 membres de ce comité – dont la Suisse – sont les principaux pays donateurs: ils fournissent environ 90% de l'aide publique bilatérale au développement. Le CAD a été l'architecte de la Déclaration de Paris, adoptée en 2005, qui vise à améliorer l'efficacité de la coopération. Il examine régulièrement la qualité du travail de développement déployé par ses membres et recommande des mesures susceptibles de l'améliorer.

[www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac)

Le site Internet de la DDC propose une version détaillée des explications de Brian Atwood sur l'efficacité: [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), « Efficacité »

# Pas de paix sans justice

Après dix ans d'un conflit sanglant, 15 000 morts et cinq ans de transition, les Népalais ont été soulagés par l'annonce d'une percée décisive : le 10 avril, la Commission spéciale a décidé de placer les quinze cantonnements de l'ancienne guérilla maoïste sous l'autorité de l'armée népalaise. Le transfert des combattants, des armes et du matériel de l'Armée populaire de libération constitue un pas important vers la transformation de ce mouvement rebelle en parti politique et la conclusion du processus de paix.

Cependant, d'autres étapes cruciales seront nécessaires pour ramener véritablement la paix dans le pays. Trop de vies ont été détruites, trop de familles déchi-

rées, trop de jeunes n'ont connu que la violence durant l'essentiel de leur vie. Ces blessures ne guériront pas facilement.

Des centaines de familles sont toujours sans nouvelles de leurs proches disparus. Des milliers d'autres réclament justice pour avoir perdu leur unique soutien dans les atrocités commises par l'État et les insurgés. Après six années d'attente, leur patience est à bout. Or, la paix dépend de la manière dont nous répondrons à leurs doléances.

La paix ne consiste pas seulement à signer un cessez-le-feu et à déposer les armes. Elle s'installe quand les deux parties, tant les victimes que les bourreaux, prennent conscience de leur

douleur et de leur responsabilité, puis les acceptent afin d'aller de l'avant. L'État devrait réhabiliter les personnes meurtries par la guerre, leur fournir des compensations pour les aider à recommencer leur vie, informer les familles sur le sort des disparus. Au lieu de cela, il n'a fait qu'aggraver leur peine en repoussant la création de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) et de la Commission d'enquête sur les disparus.

Le premier ministre Baburam Bhattarai s'était donné trois mois pour créer ces commissions. Dix mois après son entrée en fonction, elles n'ont toujours pas vu le jour. En revanche, il a chassé du pays le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, pour se dérober au regard de la communauté internationale – au cas où une CVR serait créée. Les gouvernements successifs ont tous tenté de soustraire à la justice les auteurs de crimes atroces. Ainsi, le conseil des ministres a proposé en novembre dernier d'amnistier le député maoïste Balkrishna Dhungel, reconnu coupable de meurtre par la Cour suprême. Ces agissements donnent manifestement une mauvaise image du Népal à ses partenaires internationaux qui se sont efforcés de promouvoir l'État de droit.

À l'exception des victimes, nul ne semble vouloir d'une CVR au Népal. Le silence des partis montre d'ailleurs à quel point tout le monde a peur de s'exposer. Les politiciens craignent qu'une CVR dotée de véritables pouvoirs les traduise en justice. C'est pourquoi ils privilégient une amnistie générale. La réconciliation est nécessaire et les deux parties doivent faire des compromis. Cependant, la guerre ne saurait justifier que de graves violations des droits de

l'homme restent impunies. Les familles ont le droit de connaître le sort des disparus. La moindre des choses que le gouvernement puisse faire est de garantir des procès gratuits et équitables qui respectent les normes internationales. Tous les crimes de guerre doivent faire l'objet d'enquêtes impartiales et la décision d'amnistier les coupables doit appartenir aux familles.

Avec le retrait de la Mission des Nations Unies au Népal et l'adoption d'un mécanisme national cofinancé par divers donateurs, dont la Suisse, le pays a pris en charge son processus de paix. C'est une occasion unique pour le gouvernement népalais de prouver qu'il est déterminé à faire régner la paix et capable de résoudre ses problèmes. La création d'une CVR indépendante et forte irait dans ce sens. ■

(De l'anglais)



**Rubeena Mahato** est correspondante et chroniqueuse au *Nepali Times*, le principal hebdomadaire népalais en anglais. Elle s'intéresse en particulier au développement, à la politique, à l'énergie et aux technologies de l'information. Attachée à un journalisme qui propose des solutions concrètes, Rubeena Mahato a écrit de nombreux articles sur le développement ancré dans les communautés de base. Elle s'intéresse beaucoup à la gouvernance et aux politiques publiques. À la fin de la guerre, qui a duré dix ans, la journaliste a sillonné son pays afin de rendre compte de l'espoir retrouvé et du travail de reconstruction.



Rubeena Mahato

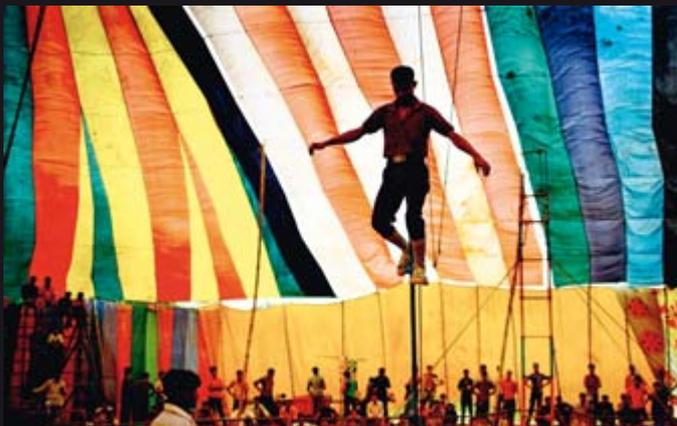
# Hommage à un peuple souriant



Les clichés de GMB Akash sont publiés dans les plus grands magazines du monde. Ce photographe bangladais de 35 ans a déjà reçu plus de soixante distinctions internationales. Au printemps dernier, il a exposé à Fribourg à l'occasion du quarantième anniversaire des relations bilatérales entre la Suisse et le Bangladesh. Intitulée *Soulsapes* (paysages de l'âme), cette exposition était soutenue par les ministères des affaires étrangères des deux pays. Elle s'est tenue en marge du Festival international de films de Fribourg, qui portait cette année son attention sur le cinéma indépendant du Bangladesh. Les photos de GMB Akash sont un hommage aux femmes et aux hommes de ce pays, à leurs sourires radieux, à leur capacité exceptionnelle de surmonter les difficultés de la vie et à leur extraordinaire humanité. Elles témoignent d'une société en mutation rapide, dans laquelle les gens prennent leur destin en main – souvent dans des conditions extrêmement précaires.

[www.gmb-akash.com](http://www.gmb-akash.com)





# Service



Films et DVD

## La DDC vue de l'intérieur

(hel) Un nouveau film présente la DDC en tant qu'institution. Il décrit l'engagement de la Suisse dans la coopération au développement, mais aussi celui des femmes et des hommes qui travaillent au sein de la DDC. Quatre d'entre eux témoignent de leurs activités en Suisse et à l'étranger. Ils expliquent leurs tâches, décrivent les programmes actuels et les défis que représente leur réalisation. Martin Dahinden, directeur de la DDC, souligne l'importance de la coopération au développement à l'heure de la mondialisation. Une série de clips présentent l'institution et ses quatre secteurs opérationnels. Le tout forme une douzaine de courts métrages utilisables de façon isolée ou combinée. Ce film existe en DVD, mais peut également être téléchargé sur Internet. Il s'adresse au grand public, plus particulièrement aux écoles.

« *Film institutionnel – La DDC vue de l'intérieur* », français, allemand, italien, anglais et espagnol; à commander ou à télécharger sous [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), « *Documentation* », « *Publications* »

## Quatre batteurs, deux continents

(bf) Le documentaire *The Fellowship of the Drums* accompagne le quatuor de percussions Beat Bag Bohemia dans deux tournées à travers l'Afrique australe et l'Europe. Ce groupe s'est formé en 2006, lorsque Lucas Niggli a séjourné en Afrique du Sud avec le statut d'artiste en résidence. Le Zurichois, qui est l'un des meilleurs percussionnistes dans le domaine de la musique contemporaine et d'improvisation, y a rencontré trois confrères: le Sud-Africain Kesivan Naidoo, le Mozambicain Rolando Lamussene et le Grison Peter Conradin Zumthor. Dans son documentaire, le cinéaste Martin Fuchs dresse un tableau riche et varié du quatuor, en dévoilant au spectateur le quotidien de ces

complices musicaux. Les batteurs racontent sur leurs instruments des histoires qui parviennent à fasciner aussi bien les habitants des townships sud-africains que ceux du Grand Nord.

Martin Fuchs: « *The Fellowship of the Drums* », 57 minutes, commandes et informations: [www.washingtonline.ch](http://www.washingtonline.ch)

## Deux grands-mères sous la pluie

Les chemins de deux grands-mères philippines, usées par le poids du temps et la vie dans les quartiers pauvres, se croisent



sous les averses de Manille. Un fait divers tragique les réunit: la première vient de perdre son petit-fils, poignardé par un voleur de téléphones; la seconde se bat pour faire libérer le sien, qui se trouve être l'auteur présumé de ce meurtre. Les deux *lolas* (grand-mère, en philippin) déambulent dans une fourmilière urbaine, chaotique et misérable, contractant des prêts auprès d'usuriers afin de pouvoir payer l'une l'enterrement, l'autre le procès. Elles vont finalement trouver un arrangement, car la vie est déjà assez dure comme cela. Avec cette chronique sociale bouleversante, le réalisateur philippin Brillante Mendoza signe son film le plus humain.

Il s'agit du dixième long métrage en six ans de ce cinéaste exigeant et rigoureux. Brillante Mendoza adopte généralement une approche documentaire pour dénoncer les maux qui rongent la société philippine contemporaine, comme la violence, la corruption, la prostitution ou la pauvreté.

Brillante Mendoza: « *Lola* », DVD, VO tagalog, sous-titres français-allemand; commandes et informations: [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

## La nouvelle dépendance de l'Afrique

(dg) Depuis les années 70, les grandes puissances et les multinationales ont entraîné un certain nombre de pays africains dans de nouvelles dépendances par un système de dette très élaboré. Le Fonds monétaire international (FMI) a joué à cet égard un rôle essentiel: ses programmes d'ajustement structurel ont imposé des économies surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé; ils ont contraint les États à multiplier les privatisations et à exporter leurs ressources naturelles. Le film *Le salaire de la dette*, accompagné de deux autres sous le

titre général *Économie mondialisée*, aborde la complexité de ces interactions en prenant l'exemple de la République démocratique du Congo. Ce documentaire, réalisé par le Français Jean-Pierre Carlon, présente de nombreuses interviews de personnes critiques à l'endroit du FMI, mais donne aussi la parole à un ancien directeur de la Banque mondiale. Dans son langage imagé, le militant congolais Victor Nzuzi illustre clairement les effets de ce colonialisme économique qui sévit subrepticement.

« *Économie mondialisée* », DVD contenant trois films (86 minutes), dès 16 ans; Service Films pour un seul monde, [www.filmeeinewelt.ch](http://www.filmeeinewelt.ch)

## Un miracle de sérénité

(er) Archipel sauvage et rude, à 460 km au large des côtes sénégalaises, le Cap-Vert semble loin de tout. Il a pourtant engendré une richesse musicale unique en son genre, incarnée notamment par la *morna*. Cette expression de la *saudade* capverdienne a été révélée au monde par la légendaire Cesária Évora, disparue l'année dernière. La chanteuse Nancy Vieira, âgée de 37 ans, émerge maintenant de l'ombre de la « diva aux pieds nus ». Sur son quatrième album, elle interprète avec autant de simplicité que de finesse une douzaine de morceaux écrits par des compositeurs connus. On y retrouve l'élégance des rythmes capverdiens, soulignés par des sonorités perlées de guitare, de cavaquinho (guitare portugaise) et

Musique



de piano, ainsi que par des motifs mélodiques de flûte.

Nancy Vieira : « No Amá »  
(Lusafrika/Musikvertrieb)

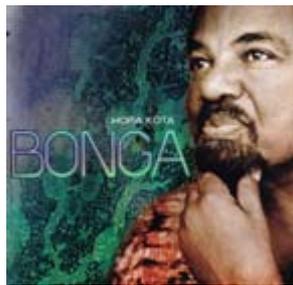
### Sur les routes du monde

(er) C'est à un périple musical de haut vol à travers les continents que nous invitent les reporters de l'émission « World Routes », créée par la BBC en 2000 et dont l'audience est aujourd'hui mondiale. Leur spécialité : les *field recordings*, enregistrements sur le terrain de sons et de rythmes authentiques. La station britannique présente, sur deux CD, une trentaine de morceaux rassemblés au cours des dix dernières années mais qui n'avaient encore jamais été diffusés. Un beau livret de 44 pages les accompagne. Les enregistrements ont été réalisés dans 18 pays différents, dont la Chine, le Brésil, la Géorgie, le Mali, le Pérou, l'Azerbaïdjan et la Grèce. Ces albums offrent une palette fascinante de styles vocaux et instrumentaux. On y croise des célébrités, comme le musicien malien Toumani Diabate (lauréat du Grammy Award), le chanteur capverdien Tito Paris ou l'Irakien Ilham Al Madfai. Cela fait deux heures et demie d'un folklore planétaire qui échappe aux conventions des enregistrements en studio.

Divers artistes : « World Routes – On The Road » (BBC – Nascente/Internet)

### L'heure des sages

(er) Sa voix magique, rauque et légèrement éraillée vous met en éveil. Bonga, âgé de 70 ans, est la figure de proue de la musique angolaise. À l'époque où l'Angola était encore une colonie portugaise, ce descendant de colons métissés s'est engagé en faveur de l'indépendance. Pour échapper à la police politique portugaise, il s'est exilé aux Pays-Bas. C'est là qu'il a enregistré en



1972 son premier album, *Angola 72*, devenu rapidement l'hymne de la lutte pour l'indépendance. Aujourd'hui, Bonga réclame la justice sociale en Angola. Son message prend la forme de ballades parfois teintées de douce mélancolie, soulignées avec simplicité par des chœurs, de beaux accords de basse et de guitare, une percussion tout en légèreté et quelques touches d'accordéon. Il s'inspire du *semba*, rythme traditionnel qui pourrait être l'ancêtre de la samba brésilienne. Le chanteur vient de publier son trentième album, *Hora Kota* (l'heure des sages), dans lequel il fait le point sur l'état de l'Angola. Hormis onze nouvelles chansons, l'album contient en bonus deux duos déjà enregistrés : *Angola* avec Bernard Lavilliers et *Dikanga* avec l'actrice et cinéaste française Agnès Jaoui.

Bonga : « Hora Kota »  
(Lusafrika/Musikvertrieb)

### Tous les bibelots de Bogotá

(bf) Guadalupe Ruiz témoigne par l'image des disparités sociales dans sa ville natale, Bogotá. Cette photographe colombienne a parcouru six quartiers de la capitale, qui correspondent chacun à une

Expositions



classe sociale déterminée. Elle a immortalisé maisons, appartements, intérieurs, meubles, bibelots, objets personnels, images saintes et photos de famille. L'artiste – qui vit en Suisse depuis le milieu des années 90 – a exploré les espaces privés les plus divers, visitant aussi bien les abris improvisés des pauvres que des villas opulentes. Cette œuvre originale et dérangeante, récompensée par plusieurs prix, met en évidence non seulement les inégalités économiques, mais également des parallèles culturels. « Guadalupe Ruiz », Photoforum PasquArt de Bienne, du 14 octobre au 25 novembre

### Regards afghans sur l'Afghanistan

(bf) Vu à travers l'objectif de photographes autochtones, le quotidien afghan est-il différent de l'image que les médias internationaux transmettent de ce pays ravagé par la guerre ? Cette interrogation a incité quatre jeunes photographes à sillonner leur patrie pendant dix ans. Fruit de leur travail, une exposition offre un regard surprenant et non conventionnel sur toutes sortes d'aspects économiques et socioculturels que comporte la vie moderne ou traditionnelle de la population. Quelque 5000 Afghans l'ont visitée en dix jours lorsqu'elle a été présentée à Kaboul à la fin de l'année passée. Cette exposition fait maintenant escale en Suisse. « New Afghanistan through Afghan Eyes », jusqu'au 16 septembre au Kornhausforum de Berne

### Histoire de l'aide suisse à Madagascar

(bm) L'ethnologue suisse Gion Cabalzar vit depuis plus de vingt ans à Madagascar. Il vient de publier un livre qui retrace un demi-siècle de coopération entre la Suisse et ce pays d'Afrique australe. L'auteur y décrit l'évo-

Livres et brochures

lution de l'aide dans le contexte politique et social qui a prévalu depuis l'indépendance de l'île. Il s'appuie sur des exemples concrets et dresse un bilan global de ce partenariat. Pour rédiger son ouvrage, Gion Cabalzar s'est basé sur une vaste recherche bibliographique. Il a également mené des entretiens avec une vingtaine de collaborateurs de la coopération suisse au développement, qui ont travaillé sur le terrain ou à la centrale.

Gion Cabalzar : « Suisse-Madagascar / Histoire d'une coopération ». À commander sous forme imprimée ou à télécharger en format pdf sur le site Internet de la DDC : [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), « Actualités », « Publications », chercher « Madagascar »

### L'optimiste

(bf) Lorsque l'économiste Charles Kenny se penche sur l'évolution africaine ou celle d'autres régions en plein marasme, il devrait sombrer dans le pessimisme. Pourtant, cet ancien expert de la Banque mondiale fait exactement le contraire : son livre *Getting Better* est franchement optimiste. Certes, Charles Kenny admet qu'il existe de fortes disparités de revenu par habitant entre les nations émergentes d'Asie et les pays en développement. Cependant, il observe aussi une convergence croissante de la qualité de vie. Malgré les écarts économiques, les pays en développement se rapprochent des nations industrialisées dans des domaines comme l'espérance de vie, la scolarisation ou même l'espoir d'une existence libre et pacifique. Ces constatations amènent l'économiste à conclure en toute logique qu'il n'y a aucune raison de se résigner ou de dédaigner ce qui a été réalisé en Afrique au cours des dernières décennies. Agréable à lire, cet essai est riche en informations et résume bien

des études qui sont généralement indigestes pour le profane.

Charles Kenny : « *Getting Better. Why Global Development is Succeeding – and How We Can Improve the World Even More* », Basic Books, New York 2011

### Aux marges de la société africaine

(bf) La réputation de professionnalisme et d'inventivité du photographe Pieter Hugo s'étend depuis longtemps bien au-delà de sa patrie sud-africaine. Sa manière d'explorer sans relâche les frontières du portrait traditionnel lui a valu de nombreux prix. Pieter Hugo met en images le destin d'hommes et de femmes marginalisés – pas seulement dans son pays, mais sur tout le continent africain. La première rétrospective de cet artiste né en 1976 montre des Nigériens d'un autre âge qui tiennent en laisse des hyènes domestiquées, des adolescents au regard perdu qui cherchent quelque chose à récupérer sur des tas d'ordures au Ghana, des albinos, des aveugles



ou encore des paysages étranges et bouleversants. Ces images, qui reflètent toute la diversité du continent, restent gravées dans notre mémoire visuelle.

Pieter Hugo : « *This Must Be The Place* », éditions Prestel, Munich 2012

### L'aide bousculée

(jls) La coopération au développement est bousculée par la perte de ses repères traditionnels et la multiplication des nouveaux défis globaux qu'elle doit relever, comme les changements climatiques, les pandémies ou l'insécurité alimentaire. Dans le numéro 3/2012 de la *Revue internationale de politique de développement*, une quinzaine d'auteurs analysent ces bouleversements. Ils examinent les stratégies des acteurs de l'aide, y compris des donateurs émergents, et leurs facultés à se renouveler face à des objectifs divers et à des logiques souvent contradictoires. Après ce dossier thématique intitulé *L'Aide bousculée*, la publication retrace l'évolution des politiques commerciale et financière ainsi que de la coopération au développement en 2011. Enfin, un cahier infographique éclaire les enjeux traités dans les articles. La revue est publiée en français et en anglais par l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève.

« *Revue internationale de politique de développement* », 3/2012,

256 pages. Version imprimée : 39 francs. Articles en libre accès sur le site <http://poldev.revues.org>

### Ressources en ligne sur l'Afrique de l'Ouest

Internet

(jls) Le Portail de l'Afrique de l'Ouest propose un accès facile à de nombreuses informations fiables sur cette région du monde. On y trouve notamment des cartes, des statistiques, des rapports, des entretiens et une revue de presse. Ce site Internet en français et en anglais a été lancé récemment par le secrétaire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO). Il est aussi dédié au partage d'information et à la promotion du travail accompli par les membres du CSAO. Basé au sein de l'OCDE, ce club regroupe des pays et des organisations qui travaillent ensemble au développement et à l'intégration de l'Afrique de l'Ouest. C'est aussi un espace de dialogue qui facilite la prise en compte des initiatives ouest-africaines dans les enceintes internationales. La Suisse, représentée par la DDC, est membre du CSAO depuis sa fondation en 1976. Elle partagera son expérience sur le portail et y présentera notamment ses programmes dans cette région.

[www.portailouestafrique.org](http://www.portailouestafrique.org)

## Coup de cœur



### Boy-scout depuis toujours

-----  
Avec 14 millions d'albums vendus, l'artiste alémanique DJ Bobo est l'un des musiciens suisses les plus populaires. En 2006, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies l'a nommé « ambassadeur national contre la faim ».

-----  
Si je m'engage en faveur du PAM, c'est pour venir en aide à ceux qui sont vraiment les plus démunis. Je voudrais en même temps encourager la communauté mondiale à poursuivre la lutte contre la pauvreté et la malnutrition. J'ai toujours eu un côté boy-scout. Dans mes chansons aussi, il est souvent question de justice, d'égalité et de liberté. Bien sûr, j'adore voyager dans des lieux aussi exotiques que possible – pour moi, rien n'est jamais trop exotique... Récemment, nous sommes allés donner un concert en Mongolie. Comme la liaison aérienne se limite à un avion tous les cinq jours, nous avons eu le temps de faire connaissance avec la population locale. C'est vrai que l'influence américaine est déterminante dans ma musique, mais j'ai aussi des affinités avec d'autres styles. En 2010 par exemple, j'ai chanté en duo avec Angélique Kidjo, une Béninoise très engagée. Sa musique est un vrai bonheur.

(Propos recueillis par Beat Felber)

### Impressum

*Un seul monde* paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)  
Catherine Vuffray (coordination globale)  
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli, Beat Felber, Thomas Jenatsch, Pierre Maurer, Sabina Mächler, Nicole Suhner

### Rédaction :

Beat Felber (bf–production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Judith Wepf (mjw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

### Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)  
Tél. 031 322 44 12  
Fax 031 324 90 47  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 54200

**Couverture :** Jeune homme en train d'arroser à Cotonou (Bénin); Jean-Michel Clajot/Aurora/laif

ISSN 1661-1675

---

« Pour obtenir des résultats durables, il faut se fixer des objectifs concrets, évaluer régulièrement les progrès et organiser soigneusement le retrait du donateur. »

D<sup>r</sup> Mama Bouraïma, page 10

---

« Nous sommes arrivés l'après-midi à 15 heures. À 17 heures, nous avons discuté de la situation avec la cheffe du service municipal des eaux. Et trois heures plus tard, nous faisons déjà nos premières analyses. »

Claudio Valsangiacomo, page 25

---

« Le silence des partis montre à quel point tout le monde a peur de s'exposer. »

Rubeena Mahato, page 30

---